

EMIRATS ET RÉGIME DU MAKHZEN

**COORDINATION ET
MANŒUVRES EN VUE DE
NUIRE À NOTRE PAYS**

De récentes analyses et rapports internationaux mettent en évidence les différentes formes de ciblage de l'Algérie par les Emirats et le Maroc, dans le cadre d'une coordination croissante entre Abou Dhabi et le régime du Makhzen et de mouvements parallèles au Maghreb et au Sahel, sur fond de convergence de leurs relations de normalisation avec l'entité sioniste.

P.7

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Dimanche 8 Rabie Ath-Thani 1448 - 20 Septembre 2026 - N° 1391 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

APRÈS AVOIR DÉCROCHÉ
LE TITRE DE CHAMPION DU
MONDE

**LE GÉNÉRAL
D'ARMÉE SAÏD
CHANEGRIHA,
HONORE L'ATHLÈTE
DJAMEL SEDJATI**



Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a honoré, samedi au siège de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire, l'athlète Sergent-Chef Djamel Sedjati, après son sacre sur 800 mètres à l'Ultimate Championship à Budapest (Hongrie), indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

P.16

EDUCATION NATIONALE

**LE MINISTÈRE DE
L'HABITAT LIVRE 289
STRUCTURES
SCOLAIRES POUR LES
TROIS CYCLES**

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire a annoncé, samedi dans un communiqué, la livraison de 289 structures éducatives pour les trois cycles d'enseignement, à l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027, prévue demain lundi.

P.4

UN EXPERT EN SÉCURITÉ L'A AFFIRMÉ

**LE MAKHZEN A ORCHESTRÉ
L'INVASION DE CEUTA EN TRANSMETTANT
DES ORDRES AU NIVEAU OPÉRATIONNEL**



P.7

L'expert en sécurité, José Maria Gil Garre, a affirmé que le Makhzen a orchestré l'"invasion" de Ceuta, fin juillet dernier, en transmettant des ordres jusqu'au niveau opérationnel des gendarmes et des forces auxiliaires déployés sur la frontière pour laisser passer les migrants marocains de façon illégale dans le territoire espagnol.

PRÉPARATIFS DES ÉLECTIONS LOCALES

AROUS PRÉSIDE LES TRAVAUX D'UNE RENCONTRE RÉGIONALE

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Saad Arous, a présidé, samedi à Oran, les travaux d'une rencontre régionale organisée dans le cadre des préparatifs des élections des membres des Assemblées populaires communales et de wilaya, prévues le 28 novembre prochain.

P.3

SANTÉ PUBLIQUE

LA RECHERCHE AU SERVICE
DU SYSTÈME NATIONAL DE SANTÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du ministère de la Santé, le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a procédé à l'installation de la commission sectorielle permanente de la recherche scientifique et du développement technologique.

Par Ikram Haou

Selon le communiqué du ministère de la Santé, des missions consultatives et scientifiques sont prises en charge par cette commission, notamment la contribution à la définition des priorités nationales en matière de recherche en santé, la proposition d'axes de recherche prioritaires et l'élaboration d'études fondées sur des données scientifiques, afin d'orienter les efforts de recherche vers les domaines ayant un impact direct sur la santé du citoyen et sur l'amélioration de la qualité de la prise en charge sanitaire.

La commission vise à promouvoir la recherche scientifique dans le domaine de la santé et à renforcer son rôle en tant que levier essentiel pour le développement du système national de santé, à travers l'adoption d'une vision nationale fondée sur l'expertise scientifique, la prospective et la définition des priorités, de manière à répondre aux besoins réels du secteur ainsi qu'aux défis sanitaires actuels et futurs, précise le communiqué.

Il convient de noter que cette commission travaille pour renforcer la coordination entre les différents établissements et structures de santé et de recherche, et à encourager la coopération entre les chercheurs et les professionnels de la santé. Cela aide à valoriser les compétences nationales, à favoriser l'échange d'expertises et à soutenir



les projets de recherche et d'innovation.

Elle relie également les résultats de la recherche scientifique à la pratique médicale et sanitaire et contribue à leur transformation en solutions et applications concrètement réalisables sur le terrain.

À cette occasion, le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a déclaré que le développement de la recherche scientifique dans le domaine de la santé est l'un des axes fondamentaux pour promouvoir le système national de santé. Il a également insisté sur la nécessité d'augmenter les recherches scientifiques davantage

liées aux priorités nationales en matière de santé, capables d'anticiper les défis et d'y répondre grâce à une planification scientifique rigoureuse et à une coordination continue entre les différents acteurs, a-t-il souligné.

Il a rappelé que des cadres de l'administration centrale et des membres de la commission ont assisté à la cérémonie d'installation.

Par ailleurs, le ministre a abordé le sujet de la numérisation dans le domaine de la recherche scientifique, où il a appelé à utiliser des mécanismes numériques développés, contribuant à organiser et à faciliter les différentes étapes du travail de recherche, de manière à

favoriser l'exploitation des données scientifiques et à assurer un suivi plus efficace des projets et des résultats.

Il a également appelé à créer des unités de recherche scientifique au niveau des services hospitalo-universitaires, pour rapprocher davantage la recherche scientifique de la pratique en matière de santé et des besoins du terrain, ainsi que la nécessité de relier ces unités au dossier médical électronique et de tirer parti des données qu'il fournit pour soutenir la recherche scientifique.

Dans ce cadre, il a appelé à former des assistants de recherche scientifique, afin de garantir la disponibilité de ressources humaines qualifiées pour travailler au niveau de ces unités, contribuer au développement des projets de recherche et renforcer les capacités du secteur dans ce domaine, a-t-il souligné.

Finalement, le ministre a salué l'engagement des membres de la commission et leur disponibilité à mettre leur expertise et leurs compétences au service du secteur. Il a assuré que l'administration centrale leur apportera tout le soutien et l'accompagnement nécessaires pour leur permettre d'accomplir leurs missions dans les meilleures conditions et d'atteindre les objectifs fixés.

I.H

FORMATION PROFESSIONNELLE

L'ALGÉRIE PARTICIPE À
SHANGHAI AUX OLYMPIADES
MONDIALES DES MÉTIERS

L'Algérie participe, du 22 au 27 septembre courant à Shanghai (Chine), aux compétitions des Olympiades mondiales des métiers (WorldSkills International), dans les spécialités "Technologie automobile" et "Développement d'applications mobiles", indique samedi un communiqué du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

L'Algérie est "représentée à ce rendez-vous mondial par les jeunes Akram Hariz, dans la spécialité +Technologie automobile+, et Yasser Haouas, dans la spécialité +Développement d'ap-

plications mobiles+", précise-t-on de même source.

Les deux candidats "porteront haut les couleurs de l'Algérie et l'ambition de sa jeunesse à l'occasion de ces Olympiades mondiales, après un parcours de formation spécialisée exigeant et des efforts assidus, qui leur ont

permis de se qualifier, avec l'appui de leurs formateurs, instructeurs et encadreurs, ainsi que de tous ceux qui les ont accompagnés dans le perfectionnement de leurs compétences", conclut le communiqué.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

LA HATPLC PARTICIPE À UNE CONFÉRENCE
SUR LES FLUX FINANCIERS ILLICITES ET LA
RÉCUPÉRATION DES ACTIFS EN AFRIQUE

La Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC) a participé aux travaux d'une conférence, organisée par le Centre de recherches et d'études anti-corruption en Afrique (CEREAC), en coordination avec le secrétariat général de l'Association des autorités anti-corruption d'Afrique (AAACA), sur "les flux financiers illicites et la récupération des actifs en Afrique", indique un communiqué de la HATPLC.

La HATPLC a pris part, vendredi, à cette visio-conférence, aux côtés de représentants du ministère de la Justice, de l'Office central de répression de la corruption (OCRC) et de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF).

La conférence a porté sur "les principaux défis actuels liés aux flux financiers illicites dans le continent africain, l'examen des mécanismes et

des stratégies régionales et internationales à même de renforcer les efforts de suivi des flux financiers illicites et la récupération des actifs issus des pratiques de corruption".

Cette rencontre virtuelle a également constitué "un espace d'échange des expertises, des expériences et des meilleures pratiques entre les instances et les établissements africains en charge de la lutte contre la corruption, à même de contribuer au renforcement de la coopération et de la coordination régionale et internationale, en vue de développer les mécanismes de lutte contre les flux financiers illicites et de soutenir les efforts communs visant à récupérer les actifs et à renforcer les valeurs d'intégrité, de transparence et de gouvernance des ressources dans le continent africain", conclut le communiqué.

RE

EN PRÉVISION DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE DE NETTOYAGE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

La deuxième édition de la grande campagne de nettoyage des établissements scolaires de la capitale a débuté, samedi, à l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027, a indiqué un communiqué des services de la wilaya d'Alger.

"En application des instructions du ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, les walis délégués des circonscriptions administratives ont supervisé, samedi matin, le lancement de la deuxième édition de la grande campagne de nettoyage des établissements scolaires, organisée deux jours durant (19-20 septembre) à l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027", lit-on

dans le communiqué.

Dans ce cadre, "les services de la wilaya d'Alger, y compris les circonscriptions administratives, les communes, les directions exécutives et les établissements publics de wilaya, ont mobilisé tous les moyens matériels et humains nécessaires à la réussite de cette opération".

La campagne prévoit une série d'interventions, notamment "l'aménagement intérieur et extérieur des établissements, l'inspection des différents réseaux et équipements, l'aménagement des espaces verts et la plantation de végétaux, l'installation de panneaux de signa-

lisation aux abords des écoles et l'entretien de l'environnement immédiat", et ce, afin que "les établissements puissent accueillir les élèves et la communauté éducative dans les meilleures conditions".

Cette opération s'inscrit également dans le cadre des "campagnes de nettoyage organisées régulièrement par la wilaya d'Alger depuis plus de deux ans, en prévision d'importantes occasions et de grands événements", conclut le communiqué.

RS

BOUMERDES A UN NOUVEAU WALI

SAYOUD PRÉSIDE L'INSTALLATION D'AMINE BENMALEK DANS SES FONCTIONS

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé samedi la cérémonie d'installation d'Amine Benmalek dans ses fonctions de wali de Boumerdès, en présence des autorités locales civiles et militaires ainsi que de représentants de différents organismes et organisations.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre a indiqué que cette installation s'inscrivait dans le cadre de la volonté du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de "poursuivre le renouvellement des compétences et de renforcer la performance de l'administration locale, afin de répondre aux exigences du développement et aux attentes des citoyens, tout en consacrant les principes d'efficacité, de rigueur et de transparence dans la gestion publique".

Il a souligné que la wilaya de Boumerdès revêtait une "grande importance" en raison de sa position stratégique et de ses potentia-

lités économiques, agricoles, industrielles et touristiques, susceptibles de constituer un véritable levier du développement local.

M. Sayoud a également relevé que la wilaya avait bénéficié, ces dernières années, d'importants projets structurants ayant contribué au renforcement des infrastructures de base, à l'amélioration des services publics, à l'attractivité du territoire et au développement local, notamment dans les secteurs des travaux publics et de l'hydraulique.

Il a estimé que les "acquis réalisés grâce aux efforts de l'Etat et à la contribution des différents secteurs constituaient une base importante à consolider", soulignant

que la prochaine étape devrait être consacrée à "la mise en valeur de leur impact économique et social, tout en veillant à leur pérennité, à l'amélioration de leur exploitation et de leur maintenance, ainsi qu'à l'achèvement des projets accusant du retard".

Dans ce cadre, le ministre a appelé le nouveau wali à établir un diagnostic précis de la situation des grands projets en cours, à définir les priorités, à identifier les contraintes entravant leur réalisation et à proposer des solutions permettant d'accélérer leur rythme d'exécution.

Il a, par ailleurs, insisté sur la nécessité d'une coordination "efficace et durable" entre les diffé-

rents acteurs, appelant le wali à consacrer la " culture de concertation et du travail collectif, à assurer le suivi sur le terrain de la mise en œuvre des décisions et des projets et à faire des résultats obtenus et de leur impact sur la vie du citoyen le principal critère d'évaluation de la performance".

Le ministre a conclu que l'objectif était, en définitive, de " transformer les investissements en une valeur ajoutée perceptible par les citoyens, contribuant à la création de richesses et d'emplois, à l'amélioration de la qualité des services et au renforcement du développement durable dans la wilaya".

RA

PRÉPARATIFS DES ÉLECTIONS LOCALES

AROUS PRÉSIDE LES TRAVAUX D'UNE RENCONTRE RÉGIONALE

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Saad Arous, a présidé, samedi à Oran, les travaux d'une rencontre régionale organisée dans le cadre des préparatifs des élections des membres des Assemblées populaires communales et de wilaya, prévues le 28 novembre prochain.

La rencontre a réuni les coordinateurs locaux de l'ANIE de 17 wilayas de l'Ouest et du Sud-Ouest du pays, ainsi que les directeurs de l'administration locale (DAL), et de la réglementation et des affaires générales (DRAG) des wilayas concernées.

Le président de l'ANIE a souligné la nécessité, pour les coordinateurs communaux et de wilaya, de

faire preuve d'une neutralité totale et objective et d'appliquer strictement les dispositions de la loi organique relative aux élections, en prévision de la prochaine échéance électorale locale.

A cet égard, il a indiqué que "les élections locales ne constituent pas simplement une échéance dans le calendrier électoral, mais représentent une étape nationale directement liée au citoyen, puisqu'elles lui permettent de choisir ses représentants au sein des Assemblées populaires communales et de wilaya".

M. Arous a ajouté que "le processus de préparation de cette échéance exige de passer de la phase de préparation générale à une étape plus précise en matière

de suivi et de mise en œuvre".

Il a également insisté sur la nécessité de se référer constamment aux dispositions légales, précisant que celles de l'ordonnance n 21-01 du 10 mars 2021 portant loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée, "constituent le cadre de référence sur lequel doivent s'appuyer les différentes procédures et pratiques liées au processus électoral".

Le président de l'ANIE a appelé à une coordination permanente avec les autorités locales afin d'assurer la couverture logistique nécessaire, tout en préservant pleinement l'indépendance de l'Autorité, en respectant le devoir de réserve et en garantissant l'égalité

entre toutes les parties impliquées.

D'autre part, M. Arous a salué le rôle des médias dans l'accompagnement du processus électoral et dans la transmission aux citoyens des informations relatives à cette échéance.

Il a indiqué que l'ANIE poursuivra, dans les prochains jours, l'organisation de rencontres de formation destinées à assurer le suivi et l'accompagnement du travail des coordinateurs de wilaya et communaux, soulignant que la préparation de l'échéance électorale constitue un processus continu, inscrit dans un calendrier précis et soumis à des délais déterminés.

RA

POUR L'HISTOIRE

DES CONSTANTES POLITIQUES ET DIPLOMATIQUES ISSUES DES SACRIFICES CONSENTIS

L'Algérie a commémoré, hier samedi, le 68e anniversaire de la création du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), tout en continuant d'asseoir sa position d'Etat pivot, attaché aux mêmes constantes politiques et diplomatiques énoncées dans la proclamation portant création du Gouvernement provisoire et dont les fondements ont été forgés par les sacrifices de la génération de la glorieuse Révolution de libération.

La fidélité à l'esprit du 19 septembre 1958 se manifeste à travers l'attachement de l'Algérie à sa souveraineté nationale et à l'indépendance de sa décision nationale, son refus de toute forme de polarisation régionale ou internationale, ainsi que sa défense inlassable des causes justes et du droit des peuples à l'autodétermination, outre le renforcement des principes de paix et de coopération internationales.

Il s'agit là d'une ligne de conduite qui vient réaffirmer que la doctrine de l'Etat et ses nobles positions puisent leur essence dans les sacrifices consentis par la génération de la glorieuse Révolution de libération. C'est cette même doctrine que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, n'a pas manqué de rappeler à chaque occasion, en veillant à en faire une référence et un socle de la diplomatie algérienne, fondée sur les valeurs nationales et humaines prônées par les textes fondateurs de la glorieuse Révolution, particulièrement la Déclaration du 1er Novembre 1954 et le Congrès de la Soummam de 1956.

A la faveur de cette politique, la diplomatie algérienne a pu retrouver son efficacité, comme l'a souligné le président de la Répu-

blique lors d'une précédente occasion, confortant ainsi sa forte présence dans les différents fora internationaux, notamment durant son mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

La diplomatie algérienne joue également un rôle de premier plan dans la défense des intérêts du continent africain et le développement des relations avec le voisinage régional, en dépit de certaines tentatives visant à entraver ses efforts de la part de parties qui adoptent les mêmes idées expansionnistes et colonialistes primitives, réfutées par le peuple algérien lors de la plus grande Révolution de l'histoire contemporaine.

Revenant sur l'histoire, le colonialisme français, quatre ans après le déclenchement de la glorieuse Révolution de libération, avait tenté d'isoler la cause algérienne de sa fondateur arabe et internationale et de réduire au silence la voix du peuple algérien. La décision de créer le GPRA est alors intervenue pour offrir une couverture juridique et institutionnelle à la Révolution et transférer la bataille du terrain militaire vers les arcanes de la diplomatie internationale.

La création du Gouvernement provisoire est intervenue en application des décisions du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA), prises lors de sa réunion tenue au Caire (Egypte) du 20 au 27 août 1957. Cette création a été officiellement annoncée le 19 septembre de l'année suivante, simultanément depuis trois capitales arabes.

Le GPRA, qui a connu trois compositions de 1958 à 1962 sous la présidence de Ferhat Abbas puis de Benyoucef Benkhedda, s'est imposé comme le représentant légitime du peuple algérien lors des négociations histo-

riques d'Evian, qui ont abouti aux accords de mars 1962, à la reconnaissance du droit à l'autodétermination, puis à la proclamation de l'indépendance et au recouvrement de la souveraineté nationale.

Depuis sa création, le GPRA a fait entendre la voix de la Révolution de libération, à travers la participation de plusieurs de ses membres aux conférences internationales, africaines et arabes, ainsi que leurs visites effectuées dans des pays frères et sympathisants avec la Révolution algérienne, plus de 30 Etats arabes, africains, asiatiques et américains ayant reconnu le Gouvernement provisoire.

Le GPRA a joué un rôle majeur sur la scène internationale, en concluant des dizaines d'accords et de traités internationaux. Sa première activité diplomatique fut de dénoncer, le 20 septembre 1958, auprès de l'ONU, le référendum décidé par le général de Gaulle.

Dans la proclamation officielle portant création du GPRA, lue par son président, Ferhat Abbas, il était notamment indiqué: "Cette proclamation, faite au nom d'un peuple qui combat depuis quatre ans pour son indépendance, restaure l'Etat algérien que les vicissitudes de la conquête militaire de 1830 ont brutalement et injustement supprimé de la carte politique de l'Afrique du Nord".

Le GPRA a également exprimé son aspiration à édifier un Etat moderne fondé sur les principes démocratiques et la justice sociale, tout en veillant à établir des liens de fraternité et de coopération avec tous les peuples épris de paix et de liberté.

RA

COOPÉRATION ALGÉRO-ALLEMANDE

L'HYDROGÈNE VERT ET LE STOCKAGE DE L'ÉNERGIE AU CŒUR DES DÉBATS

Une importante rencontre d'affaires sur l'hydrogène vert et sur les technologies de stockage d'énergie est prévue pour demain, lundi, à Alger.

À l'initiative de la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie, cet événement réunira des délégations officielles et des entreprises spécialisées des deux pays, afin d'identifier de nouvelles opportunités de partenariat et de renforcer les échanges entre les opérateurs économiques des deux pays, notamment dans le secteur lié à l'hydrogène vert, aux énergies renouvelables et au stockage de l'énergie.

La rencontre s'inscrit dans le cadre d'une visite d'affaires prévue en Algérie et en Tunisie au titre de l'initiative allemande d'exportation dans le domaine de l'énergie.

La délégation d'entreprises allemandes présentera à cette occasion des technologies et des services dans différents domaines, particulièrement l'électrolyse, le traitement et le dessalement de l'eau, le stockage et la compression, les pompes et équipements industriels, la re-conversion de canalisations existantes, l'ingénierie, ainsi que la certification et les études de faisabilité.

La réunion portera également sur le projet du corridor SouthH2, une infrastructure qui permettra d'exporter l'hydrogène



vert de l'Algérie vers l'Europe, avec des présentations sur le secteur algérien de l'énergie et des énergies renouvelables.

Les travaux porteront aussi sur les actions prévues pour le développement de ce domaine en Algérie, en plus des exposés de l'Agence allemande de coopération

internationale pour le développement durable (GIZ), des entreprises participantes et une table ronde consacrée aux perspectives de coopération bilatérales.

Des rencontres B2B sont également programmées lors de cette rencontre afin de faciliter l'identification de projets et de

partenariats potentiels.

L'AHK Algérie a précisé que la rencontre intervient dans un contexte marqué par la mise en œuvre de la stratégie algérienne de développement de l'hydrogène, du programme national des énergies renouvelables ainsi que des projets d'infrastructures liés au corridor SouthH2, engageant l'Algérie sur une trajectoire industrielle de long terme dans le domaine des énergies propres.

Cette rencontre, qui dépasse le seul cadre des échanges entre entreprises, intervient au moment où l'hydrogène vert se trouve au croisement des ambitions algériennes de diversification énergétique et des besoins européens en nouvelles sources d'énergie.

Les organisateurs entendent, à travers cette rencontre, contribuer au rapprochement des entreprises des deux pays autour des besoins technologiques et industriels associés au développement de l'hydrogène vert et des infrastructures énergétiques, tout en explorant les possibilités de coopération le long du corridor SouthH2.

MA

INDUSTRIE AUTOMOBILE

M. KOURTEL PRÉSIDE UNE RÉUNION CONSACRÉE À LA LOCALISATION DES COMPOSANTS PLASTIQUES

Le ministre de l'Industrie, M. Farid Kourtel, a reçu, samedi à Alger, les représentants des entreprises algériennes agréées dans la fabrication automobile, lors d'une rencontre consacrée à l'examen des moyens de localiser la production des composants plastiques et de renforcer l'intégration nationale, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère, en présence de cadres centraux du secteur, a permis d'évoquer les moyens d'instaurer une industrie automobile nationale intégrée, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'Etat visant à augmenter le

taux d'intégration, à renforcer la sous-traitance et à élargir la base de production locale des composants et pièces de rechange.

Dans ce cadre, le ministre a instruit d'accélérer la coordination avec la société General Plastic Injection (GPI), basée à Tissemsilt et relevant du groupe ACS, afin qu'elle assure la fabrication des composants plastiques destinés à chaque usine, les fabricants devant fournir les moules nécessaires, en vue de couvrir localement l'ensemble de leurs besoins en ces composants.

De leur côté, les opérateurs se sont engagés à

fournir les moules nécessaires, afin de permettre à la société GPI de lancer, dans les meilleurs délais, la production des composants plastiques destinés à leurs usines, selon le communiqué.

Le ministre a assuré que les services de son département accompagneront ce processus en vue de sa concrétisation, en phase avec la stratégie de l'Etat visant à renforcer la production nationale, à localiser la fabrication des composants et à asseoir une industrie automobile nationale intégrée.

RE

COMPÉTITION AGRICOLE

LANCEMENT DES CONCOURS "MEILLEUR CHAMP DE QUINOA" ET "QUINOA DANS MA CUISINE", ÉDITION 2026

La wilaya de Touggourt s'apprête à concrétiser une démarche agricole modèle en ce début de saison de culture du quinoa, avec l'annonce de l'organisation de la première édition du "Concours du meilleur champ de quinoa-édition 2026" ainsi que la seconde édition du concours du "Quinoa dans ma cuisine", à l'initiative de la Chambre de l'agriculture de la wilaya, a-t-on appris aujourd'hui auprès de cette instance.

L'initiative s'inscrit dans le cadre du soutien et de la valorisation des cultures stratégiques et résilientes face aux conditions climatiques arides, tout en encourageant les agriculteurs, les jeunes et la femme rurale à développer cette filière dans la région.

Pour amorcer cette dynamique et mobiliser l'ensemble des acteurs locaux concernés, l'Institut Technique de Développement de l'Agriculture Saharienne (ITDAS) a organisé le 5 septembre courant, en coordination avec la Chambre de l'agriculture de la wilaya de Touggourt et l'association sociale et humanitaire "Bawader El-Kheir", une journée d'information et de sensibilisation dans la commune de Nezla.

Cet événement avait pour objectif de faire connaître cette culture émergente, d'explorer les perspectives de son intégration dans le système alimentaire de la région, et de rassembler les agriculteurs, les femmes rurales ainsi que toutes les personnes intéressées par le développement de cette filière d'avenir.

Ces concours reposent sur une large coordination institutionnelle, scientifique et associative, reflétant la volonté partagée de générer un impact réel sur le développement local, a expli-

qué Halima Khaled, directrice de la station de l'Institut Technique de Développement de l'Agriculture Saharienne (ITDAS) d'El-Arfiane, dans la wilaya d'El-Meghaier.

Selon la même responsable, cette initiative couronne plusieurs années d'expérimentation à travers la région d'Oued-Righ, en coordination avec la Chambre de l'Agriculture et la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Touggourt, l'ITDAS, l'université Kasdi-Merbah d'Ouargla, l'annexe locale de l'Institut National de la Recherche agronomique de Touggourt (INRAA), l'Institut Technologique Spécialisé de Formation en Agriculture oasienne de Sidi Mehdi (Touggourt) ainsi que l'association "Bawader El-Kheir".

Cette synergie garantit un accompagnement technique et scientifique de proximité, permettant d'évaluer les parcelles selon des critères académiques et pratiques rigoureux.

Adaptation de la culture à l'environnement saharien

Les critères d'évaluation, selon la directrice de la station d'El-Arfiane, recherchent principalement un modèle durable et le concours dépasse la simple mesure du volume de production pour valoriser la gestion globale de la culture et son adaptation à l'environnement saharien.

Ces critères visent également à évaluer l'efficacité de la gestion des ressources incluant la rationalisation de l'eau d'irrigation, le respect de l'itinéraire technique saharien et la propreté générale du champ.

Autres points importants, la stabilité de la production en adéquation avec les moyens du champ et du potentiel de

commercialisation ainsi que l'esprit d'innovation et d'impact social via la valorisation des ressources locales, la consolidation du rôle actif de la femme rurale et des jeunes, et surtout la documentation de l'expérience en vue de sa réplification dans la région.

Depuis son introduction en Algérie et plus particulièrement dans les zones sahariennes où les conditions climatiques se sont avérées favorables à l'introduction du Quinoa, l'objectif escompté est de transmettre les techniques d'efficacité de la gestion des ressources par la rationalisation de l'eau d'irrigation et le respect de l'itinéraire technique développé dans les zones arides et sahariennes. L'expérience a connu un engouement remarquable, notamment auprès des femmes rurales constituées, depuis, en association présidée par Mekkia Bellahamou qui a œuvré à faire de la culture du Quinoa une opportunité commerciale et alimentaire, surtout pour les malades chroniques de la région, conjuguant l'innovation et l'impact social avec la rentabilité économique.

Ces compétitions s'adressent, selon les organisateurs, dans un premier temps aux agriculteurs et agricultrices de la wilaya de Touggourt, en une édition purement locale pour l'année 2026, en hommage aux acteurs de cette wilaya, avant de s'étendre plus largement à toute la vallée d'Oued Righ.

La Chambre de l'Agriculture invite dès à présent tous les participants intéressés à s'inscrire auprès de ses services pour faire d'Oued-Righ un pôle d'excellence de la culture du Quinoa en Algérie.

RE

EDUCATION NATIONALE

LE MINISTÈRE DE L'HABITAT LIVRE 289 STRUCTURES SCOLAIRES POUR LES TROIS CYCLES

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire a annoncé, samedi dans un communiqué, la livraison de 289 structures éducatives pour les trois cycles d'enseignement, à l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027, prévue lundi.

Il s'agit de 151 écoles primaires, 90 collèges et 48 lycées, a précisé la même source.

L'opération se poursuivra pour livrer un total de 385 structures éducatives avant la fin de l'année 2026, a récemment révélé le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, expliquant que ces établissements se répartissent entre 207 écoles primaires, 122 collèges et 56 lycées, pour une enveloppe financière globale estimée à 115 milliards de dinars.

M. Belaribi avait souligné, lors d'une réunion d'évaluation qu'il avait présidée au siège du ministère en août dernier, l'importance de ces projets dans "le renforcement du système éducatif et l'amélioration des conditions de scolarisation".

RA

TINDOUF

DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES
SCOLAIRES POUR LA RENTRÉE

En vue de la prochaine rentrée scolaire 2026-2027, le réseau des établissements éducatifs de la wilaya de Tindouf s'est étoffé de plusieurs structures réceptionnées et dotées en équipements, alors que d'autres devraient ouvrir leurs portes dans les semaines et les mois à venir, selon la Direction de l'éducation de la wilaya.

Par Kahina Baghdad

À ce propos, le directeur de l'éducation, Abderrahmane Lebbad, a fait savoir que les préparatifs de la rentrée " se déroulent à un rythme soutenu, en concertation avec les différents secteurs concernés ". Il a souligné que la nouvelle année scolaire verra le renforcement du secteur par de nouvelles infrastructures dans les trois paliers d'enseignement, ainsi que par l'entrée en fonction d'établissements ayant fait l'objet d'opérations de réhabilitation et d'équipement.

Pour le primaire, deux établissements ont été réceptionnés, dont l'école " Djekani Ahmed ", implantée au quartier El-Moustakbal. Il a été décidé d'exploiter cette école comme annexe dépendant du collège " Djilali Bounâama ", afin d'alléger la pression sur cet établissement.

Cette annexe devra accueillir environ 308 élèves répartis sur huit divisions pédagogiques. Elle a été pourvue des équipements indispensables, notamment des climatiseurs, du mobilier scolaire et du matériel de bureau. Un certain nombre d'élèves qui étaient scolarisés dans des établissements éloignés y ont aussi été transférés, a précisé le même responsable.

La deuxième école primaire, située au quartier El-Hikma, ne sera toutefois pas opérationnelle durant le premier trimestre de la nouvelle année scolaire, en raison d'un " nombre insuffisant d'élèves ". Son ouverture est envisagée dans les prochains mois.

Pour le moyen, le collège " Arqoub ", situé au quartier Es-Selaga, sera mis en service en tant qu'établissement autonome après avoir été auparavant exploité comme annexe. Il devra accueillir environ 300 élèves et a été doté des équipements ainsi que des personnels administratifs et pédagogiques nécessaires afin d'assurer une rentrée dans de bonnes conditions.



Le collège " Mimouni Mohamed ", situé au quartier des 400-Logements (El-Karama), devrait, quant à lui, ouvrir ses portes à partir de la deuxième semaine de la rentrée scolaire, après l'achèvement de l'opération d'orientation des élèves. Il devra accueillir plus de 300 élèves et a été équipé du mobilier et des moyens nécessaires. Par ailleurs, les travaux de réalisation d'un nouveau collège au quartier El-Hikma se poursuivent. Sa réception est prévue dans un délai d'un mois à un mois et demi au maximum, selon le directeur de l'éducation. Cette nouvelle structure devrait contribuer à ré-

duire la pression exercée sur le collège Ben Taïeb, qui compte plus de 900 élèves. Dans l'attente de sa réception, une annexe a été aménagée au niveau du lycée Kacem Mohamed, afin d'accueillir quelque 450 élèves.

Concernant le secondaire, le secteur sera également renforcé par un nouveau lycée situé au quartier El-Karama. Les préparatifs se poursuivent actuellement pour achever son équipement et permettre sa mise en service dans les meilleures conditions, a conclu la même source.

K.B

BEJAIA

ACHÈVEMENT DE L'OPÉRATION D'INDEMNISATION
DES CITOYENS AFFECTÉS PAR LES INCENDIES

L'opération d'indemnisation des citoyens affectés par les incendies enregistrés le mois d'août dernier dans plusieurs communes de la wilaya de Bejaia, a été achevée, a-t-on appris vendredi auprès des services de la wilaya.

L'opération d'indemnisation des pertes provoquées par les incendies enregistrés en août dernier, a été achevée, notamment en ce qui concerne les dommages causés aux habitations, le mobilier et les appareils électroménagers, précisent les services de la wilaya.

Cette opération traduit, selon la même source, les efforts consentis par les autorités locales pour prendre en charge les familles si-

nistrées. Pour ce qui est des pertes agricoles, la wilaya a fait savoir que l'opération d'indemnisation en nature des agriculteurs se poursuivait toujours, notamment en matière de cheptels et d'arbres fruitiers, tout en rappelant la poursuite des procédures et des interventions nécessaires sur le terrain pour finaliser la prise en charge des agriculteurs sinistrés.

Pour rappel, la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Bejaia a entamé récemment la distribution de cheptels au profit des agriculteurs et éleveurs touchés par les derniers incendies de forêt à travers les différentes communes de la wilaya. Les bénéficiaires ont exprimé leur satisfaction quant aux

indemnisations et à la réponse rapide des hautes autorités du pays à leurs préoccupations.

Lors d'une réunion consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement du processus d'indemnisation des sinistrés et de réhabilitation des zones touchées, tenue jeudi, les services de la wilaya ont souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les différents services concernés et de mener à bien les démarches relatives aux indemnisations restantes, afin de contribuer au retour à la normale des activités et des services dans les meilleurs délais, selon la même source.

RR

ANNABA

LANCEMENT D'UN
PROGRAMME DE
FORMATION EN
PRÉVISION DU
"HACKATHON AFRICAIN"
PRÉVU DU 30
SEPTEMBRE AU 3
OCTOBRE

Le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a annoncé le lancement du programme de formation préparatoire à la 2e édition du Hackathon africain "Nocode Hack", prévu du 30 septembre au 3 octobre prochain dans la wilaya d'Annaba, avec la participation de 112 concurrents venant d'Algérie et de plusieurs pays africains, indique un communiqué du ministère.

Supervisant le lancement de ce programme, jeudi, par visioconférence, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a souligné l'importance d'accompagner les participants dans le lancement d'un véritable projet économique, qu'il s'agisse de la création d'une start-up ou d'une activité libre dans le cadre du statut d'auto-entrepreneur, en tant que moyen fluide et efficace pour accéder à l'économie numérique et assurer la durabilité de l'activité économique dans ce domaine.

Après avoir salué cet évènement, M. Ouadah a souligné que l'objectif principal du secteur est d'encourager toutes les initiatives visant à transformer les idées, les connaissances et les compétences en activité économique et en projet réel, contribuant ainsi à la nouvelle économie fondée sur la connaissance, selon la même source. Cette manifestation rassemble les start-up, les entrepreneurs, les étudiants et les innovateurs issus de plusieurs pays africains afin de travailler sur des défis réels en utilisant des outils spécifiques à la technique (No-Code), permettant ainsi aux participants de transformer leurs idées en produits minimums viables (MVP) dans un délai record et à moindre coût.

Cette initiative tend également à permettre aux jeunes de concrétiser leurs projets innovants et à favoriser leur coopération en vue de développer les compétences numériques et entrepreneuriales, conclut le communiqué.

RR

KHENCHELA

RÉCUPÉRATION DE 78
HECTARES DE FONCIER
INDUSTRIEL NON EXPLOITÉ

Une superficie totalisant 78 hectares de foncier industriel non exploité a été récupérée depuis le début de l'année 2026 dans la wilaya de Khenchela, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya. Il s'agit, selon la même source, de 69 lots couvrant 57 hectares dans huit zones d'activités, et de 14 lots situés en dehors des zones d'activités, d'une superficie totale estimée à 21 hectares.

Selon les services de la wilaya, ce foncier industriel non exploité a été récupéré à la suite des propositions de la commission de wilaya qui a inspecté les lots de terrain accordés dans le cadre de l'investissement.

Il a été constaté selon les mêmes services que les investisseurs bénéficiaires n'avaient pas entamé leurs projets malgré les mises en demeure qui leur ont été notifiées, conduisant à la prise, à leur encontre, des mesures légales prévues.

Selon la même source, la récupération de ces parcelles de terrain a été effectuée par l'annulation, par le wali, des décisions de concession liées aux investisseurs n'ayant pas encore obtenu d'actes de concession, ainsi que par voie de justice pour les investisseurs ayant précédemment obtenu des actes de concession. Les lots récupérés seront "bientôt" remis en concession pour bénéficier à des investisseurs sérieux, a-t-on fait savoir de même source, au même titre que 1.361 lots aménagés, recensés dans les zones d'activité de Babar et de Baghai, et ce, dans le cadre de la loi n 23-17 du 15 novembre 2023 fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement.

RR

ORAN

PRODUCTION DE 100 MILLIONS
M3 À LA STATION DE CAP BLANC
DEPUIS SA MISE
EN EXPLOITATION

La station de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc, dans la wilaya d'Oran, a atteint vendredi une production cumulée de 100 millions de mètres cubes (m3) d'eau dessalée destinée à la consommation, depuis son entrée en exploitation, indique un communiqué de l'Algérienne des eaux dessalées (ADC), filiale du groupe Sonatrach. Le communiqué précise que cette réalisation constitue une étape importante dans le processus d'exploitation de cette infrastructure stratégique et reflète les efforts continus des cadres et travailleurs de la station, ainsi que leur engagement à assurer la continuité du service public et à maintenir les niveaux de performance et de fiabilité, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité hydrique et à la stabilité de l'approvisionnement en eau potable. Cette réalisation confirme également le rôle central des usines et stations de dessalement d'eau de mer dans le soutien au système national de l'eau, à travers la valorisation des ressources hydriques non conventionnelles et le renforcement de la capacité de l'Algérie à assurer une ressource en eau durable, dans le cadre de la politique nationale visant à consolider la sécurité hydrique.

Dans ce contexte, l'ADC a réaffirmé "son engagement à poursuivre l'accomplissement de ses missions avec responsabilité et disponibilité, et à mobiliser ses moyens humains et techniques, afin d'assurer la continuité de la production et la qualité du service, au service du citoyen et en soutien aux efforts nationaux dans le domaine de la sécurité hydrique", selon le communiqué.

RR

FLAMBÉE DES CARBURANTS

L'ALLEMAGNE DÉBLOQUE 2,5 MILLIARDS D'EUROS POUR AMORTIR LE CHOC

Face à la flambée des cours mondiaux de l'énergie due à la crise au Moyen-Orient, l'Allemagne a mis en place un plan d'urgence budgétaire et fiscal d'une valeur de 2,5 milliards d'euros. Cette enveloppe financière vise à amortir le choc inflationniste qui pèse lourdement sur le pouvoir d'achat des ménages allemands et sur la trésorerie des entreprises.

Par Rihab Taleb

Le gouvernement a enregistré une réduction temporaire et ciblée de la fiscalité sur les carburants de 17 centimes d'euro par litre pour l'essence et le diesel. Cette mesure, qui entrera en vigueur dès le 1er octobre pour s'appliquer jusqu'au 31 décembre, se décompose précisément par une baisse de 14 centimes sur la taxe fédérale sur l'énergie et d'une diminution supplémentaire de 3 centimes liée à l'ajustement de la taxe sur les ventes (la TVA).

La situation de conflit a propulsé le baril de pétrole brut au-delà du seuil critique des 100 dollars, entraînant une hausse des prix à la pompe. En début de semaine, le prix moyen national du litre d'essence SP95-E10 a atteint un record historique à 2,286 euros, tandis que les relevés européens affichaient des moyennes grimpant jusqu'à 2,36 euros pour l'essence et 2,43 euros pour le diesel, plaçant l'Allemagne parmi les pays de l'Union européenne les plus touchés par la cherté des carburants. Pour le chancelier Friedrich Merz, dont la cote de popularité a chuté à des niveaux bas, la défense du pouvoir d'achat des automobilistes qui parcourent de grandes distances est devenue un impératif politique crucial, d'autant plus que le pays fait face à des scrutins régionaux déterminants, notamment à Berlin et dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, où sa coalition CDU-SPD redoute de lourdes sanctions électorales face à la poussée de l'opposition.

Sur le plan de la gouvernance financière et de la répartition des charges, le coût total de 2,5 milliards d'euros de cette réduction ne sera pas supporté unilatéralement par le budget fédéral. Un compromis budgétaire a été trouvé au terme de négociations difficiles entre l'exécutif de Berlin, les dirigeants des différents Länder et les sociaux-démocrates du SPD, actant que le financement de l'opération sera



partagé entre les caisses de l'État fédéral et celles des autorités régionales, dont les recettes fiscales subissent directement les fluctuations des volumes vendus. Pour anticiper les crises futures, le gouvernement s'est engagé à entamer des discussions stratégiques avec les géants du secteur pétrolier afin d'instaurer, d'ici au 1er janvier 2027, un mécanisme officiel de plafonnement des prix des carburants. L'objectif est de reproduire le modèle réglementaire déjà appliqué au Luxembourg ou en Belgique, qui fixe des seuils tarifaires maximaux pour prémunir les consommateurs contre la volatilité excessive des marchés internationaux. Cette stratégie budgé-

taire et fiscale suscite de vives critiques de la part des partis d'opposition et des organisations écologistes comme Greenpeace. Les détracteurs estiment que l'injection de 2,5 milliards d'euros d'argent public dans une baisse linéaire des taxes n'est pas une mesure socialement ciblée, car elle profite de la même manière aux gros revenus qu'aux ménages modestes. Pire encore, les analystes redoutent un effet d'aubaine macroéconomique : une part significative de la réduction de 17 centimes pourrait tout simplement être absorbée par les compagnies pétrolières pour se transformer en profits excédentaires au lieu de se traduire par une baisse intégrale et durable

pour le consommateur final, le tout sans encourager la transition énergétique ni réduire la dépendance structurelle de l'économie allemande aux énergies fossiles.

Face à cette urgence inflationniste, les pays voisins ont adopté des réponses budgétaires divergentes. En Espagne, l'exécutif a réajusté ses curseurs fiscaux en doublant l'aide sur le diesel pour atteindre 20 centimes par litre, tout en réduisant de moitié celle sur l'essence pour la fixer à 5 centimes par litre, s'ajoutant à un train de mesures initiales de 10 centimes voté dès le mois d'août.

R.T

PÉTROLE/ EXPLORATION OFFSHORE

PETROBRAS RENFORCE SA PRÉSENCE EN CÔTE D'IVOIRE

Face au besoin de renouveler ses réserves, Petrobras accélère son exploration sur de nouvelles frontières. En Afrique, le groupe brésilien cible notamment les bassins atlantiques, dont la géologie présente des similitudes avec celle du Brésil. Petrobras, la compagnie publique brésilienne du pétrole, a signé avec l'État de Côte d'Ivoire et son homologue local, Petroci, des contrats de partage de production (PSC) portant sur huit blocs offshore. Elle en détient 90 % des intérêts et assurera le statut d'opérateur de chacun des permis, contre 10 % pour Petroci.

Répartis sur environ 63 000 km² de zones offshore encore peu explorées, ces blocs se trouvent sur la marge équatoriale africaine, considérée par Petrobras comme une zone à fort potentiel. Pour le groupe brésilien, l'opération s'inscrit dans une stratégie plus large de renouvellement de ses réserves par l'exploration de nouvelles frontières, au Brésil comme à l'étranger.

La signature intervient plus d'un an après le début des démarches engagées par Petrobras auprès des autorités ivoiriennes. En 2025, sa présidente-directrice générale, Magda Chambriard, avait fait de l'Afrique la principale région d'exploration du groupe en dehors du Brésil, en mettant notamment en avant les similitudes géologiques entre

les bassins africains et brésiliens.

De l'intérêt pour l'offshore ivoirien à la signature des contrats

Le rapprochement entre Petrobras et la Côte d'Ivoire avait franchi une première étape en juin 2025. Les autorités ivoiriennes avaient alors autorisé le groupe brésilien à engager des négociations exclusives pour l'exploration de neuf blocs en eaux profondes au large de la façade occidentale du pays. Cette implantation intervient dans un offshore ivoirien qui attire depuis plusieurs années de nouveaux investissements à la faveur notamment de la découverte de Baleine, opérée par Eni. Le mouvement ne se limite pas à Petrobras. VaalcoEnergy, historiquement présente au Gabon, a acquis 27,4 % dans le bloc CI-40, au large de la Côte d'Ivoire, qui comprend le champ en production en eau profonde de Baobab ainsi que la découverte majeure de Kosipo, et lancé en mars 2025 des travaux d'exploration sur le bloc CI-705. L'engagement ivoirien intervient alors que Petrobras mobilise d'importants capitaux pour l'amont. Son programme prévoit 111 milliards de dollars d'investissements entre 2025 et 2029, dont 77 milliards consacrés à l'exploration et à la production. Les huit nouveaux blocs élargissent ainsi le portefeuille

d'actifs sur lequel le groupe pourra rechercher de nouvelles ressources.

Une composante de la stratégie africaine de renouvellement des réserves

La Côte d'Ivoire ne constitue toutefois qu'une étape d'une offensive plus large sur l'Atlantique africain. Récemment, Petrobras a simultanément multiplié les démarches à São Tomé-et-Principe, en Afrique du Sud, en Namibie, en Angola, au Nigeria et au Ghana. Cette géographie répond à une logique commune : rechercher de nouvelles provinces pétrolières dans des bassins encore largement au stade de l'exploration. Petrobras considère que certaines formations de la marge atlantique africaine présentent des analogies avec les bassins sédimentaires brésiliens, ce qui constitue l'un des fondements géologiques de son redéploiement.

En Côte d'Ivoire, la signature des huit contrats fait donc passer Petrobras d'une phase de prospection institutionnelle à une présence effective dans l'exploration sous contrat. Elle ne préjuge toutefois pas des résultats du sous-sol. Les prochaines campagnes d'études et de forage devront déterminer si le potentiel identifié se traduit effectivement par des découvertes et, à terme, par des ressources commercialement exploitables.

R.E

PRÉVISIONS OPTIMISTES

LA CROISSANCE SUISSE DEVRAIT S'ÉTABLIR À 1.7%

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) se montre plus optimiste pour l'économie suisse pour 2026. La croissance du Produit intérieur brut (PIB) devrait être plus vigoureuse que prévu, en dépit de la guerre au Moyen-Orient. Le groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles table désormais sur une croissance du PIB de 1,7% pour 2026, contre une progression de 0,9% en juin dernier, selon le communiqué publié jeudi par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). La projection à 1,6% pour 2027 est maintenue. L'optimisme du Seco est partagé par d'autres institutions. L'OCDE a, récemment, fortement relevé sa prévision de croissance du PIB à 2% cette année, contre une hausse de 1,1% attendue précédemment. La grande banque UBS table depuis le début du mois sur une progression de 1,8%, après 0,7%.

Commerce extérieur

"Le commerce extérieur, en particulier, devrait contribuer davantage à la croissance de cette année qu'on ne l'anticipait encore en juin dernier", selon le document du Seco. Cette évolution tient à la solide dynamique enregistrée jusqu'à présent, à la légère amélioration de l'environnement économique mondial ainsi qu'à la récente dépréciation du franc, qui soutient les secteurs d'exportation exposés aux fluctuations de change. Le Secrétariat d'Etat à l'économie s'appuie aussi sur les bons chiffres du PIB corrigé des événements sportifs au deuxième trimestre, qui a enregistré une hausse particulièrement marquée de 1,5%, tout en soulignant que "l'impulsion provient pour près de moitié du secteur chimie-pharma".

Pas de surprise côté inflation

Du côté de la demande intérieure, la progression devrait être "modérée, comme prévu jusqu'à présent". Les marchés à terme laissent entrevoir une baisse des prix du pétrole dans les prochains mois, incitant les experts à maintenir leur prévision d'inflation annuelle moyenne de 0,6% pour 2026 et 2027. Le renchérissement a atteint 0,8% en août sur un an, après 0,4% en juillet. L'évolution de l'économie "permet d'entrevoir un recul progressif du chômage", qui a stagné à 3% en août. Celui-ci devrait s'inscrire à 3,1% en 2026 en moyenne annuelle, avant de se tasser légèrement à 3,0% en 2027, le Seco maintenant ses prévisions.

R.E

UN EXPERT EN SÉCURITÉ L'A AFFIRMÉ

LE MAKHZEN A ORCHESTRÉ L'"INVASION" DE CEUTA EN TRANSMETTANT DES ORDRES AU NIVEAU OPÉRATIONNEL

L'expert en sécurité, José Maria Gil Garre, a affirmé que le Makhzen a orchestré l'"invasion" de Ceuta, fin juillet dernier, en transmettant des ordres jusqu'au niveau opérationnel des gendarmes et des forces auxiliaires déployés sur la frontière pour laisser passer les migrants marocains de façon illégale dans le territoire espagnol.

Selon le rapport de l'expert publié samedi par le quotidien espagnol "La Razon", la capacité de moduler la réponse des forces de sécurité à la frontière constitue l'un des instruments classiques de pression asymétrique dont dispose le Makhzen et qu'en l'occurrence, cet instrument a été utilisé en connaissance de cause et sur instructions parvenues au niveau opérationnel.média.

Le rapport a relevé que les ordres relatifs au positionnement, à la gestion des flux migratoires et au déploiement des barrages flottants sont du type d'instructions qui ne peuvent s'expliquer que par l'existence d'une chaîne de commandement opérationnelle atteignant ce niveau. Il a affirmé

que la capacité de transmettre des ordres jusqu'aux confins de la frontière est l'élément qui transforme la permissivité observée le 30 juillet en une régulation délibérée des flux migratoires.

Des documents des services de renseignement et de sécurité espagnols avaient révélé dernièrement l'implication du Makhzen dans l'afflux de milliers de migrants marocains en situation irrégulière vers Ceuta, après une alerte adressée par les services espagnols à leurs homologues marocains concernant un projet de traversée collective, sans qu'une réponse ferme ne soit apportée.

Le gouvernement espagnol avait publié 40 documents, rapports et correspondances relatifs aux événements, émanant no-

tamment du Centre national de renseignement (CNI), de la Garde civile, de la Police nationale et du Centre de renseignement des forces armées (CIFAS).

Ces documents retracent la chronologie des informations disponibles avant l'afflux massif de migrants les 30 et 31 juillet dernier, au cours duquel plus de 70.000 personnes avaient tenté de rejoindre Ceuta.

Selon un document du CNI, les services espagnols avaient alerté, le 29 juillet, les deux services de renseignement marocains DGST et DGED sur des appels à une traversée vers Ceuta par voie terrestre et maritime le lendemain.

Un rapport de la Police espagnole évoque également l'intervention d'éléments marocains en

uniforme pour orienter certains migrants vers des points de passage, qualifiant la réponse marocaine de "tolérance totale".

Les documents espagnols écartent par ailleurs la responsabilité exclusive des réseaux de passeurs, estimant qu'ils n'auraient pas été capables d'organiser un mouvement d'une telle ampleur, dépassant 70.000 personnes.

Ces éléments mettent en cause, selon les rapports espagnols, le rôle du Makhzen dans l'utilisation de la question migratoire comme moyen de pression sur l'Espagne, tout en cherchant à se soustraire à sa responsabilité dans cette crise.

RI

LE PARLEMENT EUROPÉEN DÉNONCE "L'INSTRUMENTALISATION DE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE" CONTRE L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE D'UN PAYS DE L'UE

Le Parlement européen a dénoncé, jeudi, "l'instrumentalisation de la migration irrégulière" contre l'intégrité territoriale d'un pays de l'Union européenne (UE) après les traversées massives vers Ceuta observées fin juillet dernier depuis le Maroc, jugeant "inacceptable" toute déclaration mettant en cause la souveraineté espagnole sur cette ville autonome.

Dans une résolution, adoptée en plénière par 339 voix pour, 225 voix contre et 16 abstentions, les députés européens "condamnent" ces traversées irrégulières massives vers Ceuta et "dénoncent l'instrumentalisation de la migration irrégulière comme un outil de guerre hybride contre l'intégrité territoriale d'un pays de l'Union".

Qualifiant le renforcement de la protection des frontières extérieures de l'Union à Ceuta de "priorité absolue", les députés européens rappellent, dans leur texte, que Ceuta et Melilla sont deux villes espagnoles et européennes "dont la souveraineté et l'intégrité territoriale sont incontestables".

Les députés exigent, à ce titre, "le respect in-

conditionnel de l'intégrité territoriale des pays de l'Union en tant que principe fondamental du droit international".

"Toute déclaration mettant en cause la souveraineté espagnole est inacceptable et incompatible avec les obligations d'un pays partenaire", ajoutent les députés.

La résolution invite les autorités marocaines à s'acquitter de leurs responsabilités et de leurs engagements en matière de gestion des frontières, de retour et de coopération en matière de migration.

Mercredi, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, avait mis un frein aux velléités marocaines à l'égard de la ville autonome de Ceuta, affirmant que cette ville relève du territoire de l'Europe et qu'elle ne transigera "jamais" sur la protection de ses frontières.

Selon la cheffe de l'exécutif européen, "l'Europe doit avoir les moyens de protéger ses frontières à tout moment. En particulier lorsque des mouvements de masse sont déclenchés et uti-

lisés comme une arme". C'est pourquoi, la commission a proposé "un nouveau cadre européen de réaction d'urgence".

"Le message de l'Europe est clair: nous respecterons toujours nos valeurs et nos droits fondamentaux, mais nous ne transigerons jamais sur la protection de nos frontières", a-t-elle averti, soulignant que c'est les "Européens, qui déciderons qui entre dans l'Union et dans quelles circonstances".

Fin juillet, des dizaines de milliers de Marocains ont pénétré illégalement dans la ville de Ceuta. Cet afflux massif avait provoqué une crise humanitaire majeure et la mort d'une centaine de personnes lors de la traversée périlleuse par la mer.

Le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez avait qualifié cette arrivée massive de milliers de migrants dans l'enclave d'"attaque" et de "violation de l'intégrité territoriale de l'Espagne".

RI

EMIRATS ET RÉGIME DU MAKHZEN COORDINATION ET MANŒUVRES VISANT L'ALGÉRIE

De récentes analyses et rapports internationaux mettent en évidence les différentes formes de ciblage de l'Algérie par les Emirats et le Maroc, dans le cadre d'une coordination croissante entre Abou Dhabi et le régime du Makhzen et de mouvements parallèles au Maghreb et au Sahel, sur fond de convergence de leurs relations de normalisation avec l'entité sioniste.

La revue britannique "Africa Confidential" s'est notamment penchée sur la nature des relations entre les Emirats et le Maroc, consacrant à ce rapprochement un article intitulé "Alger ferme la porte à Abou Dhabi: le parrain du Maroc en paie le prix".

Dans son analyse, la revue relève que les Emirats sont devenus un allié majeur du Maroc et souligne que, depuis la signature des accords de normalisation en 2020, Abou Dhabi et Rabat ont intensifié leur coordination dans la région. Cette évolution a élargi le champ de leurs actions convergentes et favorisé un rapprochement plus marqué sur plusieurs dossiers touchant à l'environnement régional de l'Algérie.

Cette convergence se manifeste

notamment à travers le soutien émirati aux positions marocaines sur les questions régionales. Africa Confidential fait ainsi état de l'alignement des Emirats sur le Maroc concernant le Sahara occidental, dans un soutien à la position de Rabat visant à consacrer l'occupation du territoire et à s'affranchir du processus de décolonisation, parallèlement à un soutien sous diverses formes aux agissements et aux manœuvres du Makhzen visant les pays voisins, dont l'Algérie.

Au-delà du Maghreb, cette dynamique trouve également un prolongement au Sahel, devenu l'un des espaces où se déploient les actions des deux parties. La revue évoque à ce propos la volonté des Emirats et du Makhzen d'étendre leur présence dans une région profondément marquée par les crises sécuritaires et politiques, en tirant profit de certaines situations pour imposer leurs rôles dans des dossiers sensibles. Une telle dynamique ouvre, selon cette lecture, la voie à davantage d'interventions susceptibles de complexifier l'environnement régional.

Dans le prolongement de ces évolutions, le rapprochement émi-

rati-marocain apparaît également à travers leurs relations avec l'entité sioniste. Le site "Debuglies" a ainsi publié une analyse intitulée "Abou Dhabi, Zionist entity and Algiers: The Emerging Strategic Confrontation Across the Maghreb, Sahel and Red Sea" (Abou Dhabi, l'entité sioniste et Alger : la confrontation stratégique émergente à travers le Maghreb, le Sahel et la mer Rouge), consacrée aux convergences entre Abou Dhabi, Rabat et l'entité sioniste dans un espace allant du Maghreb au Sahel et à la mer Rouge. L'analyse estime que l'alliance maroco-sioniste et les relations émirati-marocaines doivent être appréhendées dans un contexte régional plus large, englobant l'espace de l'Algérie. Elle établit toutefois une distinction entre ces rapprochements et l'existence de preuves publiques d'une salle d'opérations commune spécifiquement destinée à cibler l'Algérie, délimitant ainsi la portée des éléments disponibles dans les sources ouvertes.

Dans le même contexte, "Africa Confidential" revient sur le Sahel comme l'un des principaux espaces de convergence entre les deux par-

ties, évoquant des actions visant à tirer parti des tensions qui traversent la région ainsi que la création de foyers de tension dans l'environnement régional de l'Algérie.

L'ensemble de ces éléments fait ainsi apparaître plusieurs trajectoires qui se rejoignent autour de l'Algérie, entre le partenariat émirati-marocain, les mouvements régionaux au Sahel et les relations avec l'entité sioniste. Cette convergence intervient alors que le régime du Makhzen poursuit son activisme régional avec le soutien d'une relation étroite avec Abou Dhabi.

Dans cette configuration, le ciblage de l'Algérie prend des formes multiples, combinant les manœuvres émirati-marocaines, les mouvements régionaux, la coordination au Sahel et les relations avec l'entité sioniste. Des dynamiques qui dépassent le cadre d'une action bilatérale directe et touchent différents espaces liés aux intérêts et aux positions de l'Algérie, mettant en évidence la diversité des instruments mobilisés par Abou Dhabi et le régime du Makhzen dans l'environnement régional de l'Algérie.

RR

NUMÉRISATION DES SERVICES PUBLICS

UNE FORMATION POUR GÉNÉRALISER L'USAGE DU DOCUMENT ÉLECTRONIQUE

Le Haut Commissariat à la numérisation poursuit la mise en place d'un écosystème numérique intégré, destiné à généraliser l'usage du document électronique dans les démarches administratives et à préparer la numérisation globale des services publics.

Par Yakout Abina

Le Haut-Commissariat à la numérisation (HCN) a annoncé vendredi dernier, avoir organisé dans ses locaux une session de formation destinée aux responsables des systèmes d'information de différents secteurs. Afin de renforcer l'utilisation et l'exploitation du dispositif de vérification des documents électroniques émis par le Portail national des services numériques, connu sous le nom de Dzair Digital Services.

Cette opération répond aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, formulées lors du Conseil des ministres du 12 juillet 2026, et conformément aux instructions du Premier ministre, Sifi Ghrieb, visant à élargir les domaines d'exploitation du portail et à renforcer l'interopérabilité intersectorielle, précise le communiqué.

Le mécanisme, conçu et développé par les services du HCN, permettra aux organismes administratifs relevant des différents départements ministériels d'agréer directement les documents électroniques. Les citoyens n'auront ainsi plus besoin de se présenter auprès de l'administration émettrice pour retirer à nouveau leurs documents. L'objectif principal est de simplifier les démarches administratives et de réduire les déplacements, dans le cadre du déploiement du Portail national des services numériques.

Selon la même source, cette opération qualitative s'inscrit dans la stratégie du Haut Commissariat à la numérisation (HCN) visant à concrétiser un écosystème numérique intégré. L'ambition affichée est de généraliser l'utilisation du document électronique dans les transactions administratives progressivement, jusqu'à parvenir à une numérisation complète des services publics.

Y.A



INTERNET MOBILE

820 MILLIONS D'AFRICAINS SONT COUVERTS MAIS RESTENT DÉCONNECTÉS

Le réseau est là, les utilisateurs beaucoup moins. En Afrique subsaharienne, 820 millions de personnes vivent désormais dans une zone couverte par le haut débit mobile sans pour autant l'utiliser, selon la GSMA.

Derrière ce gigantesque marché potentiel, le prix des smartphones et des données s'impose comme l'un des principaux verrous à lever. C'est un paradoxe qui résume à lui seul une bonne partie du défi numérique africain. En Afrique subsaharienne, 820 millions de personnes vivent sous couverture d'un réseau mobile à haut débit, mais n'utilisent pas l'Internet mobile. Elles représentent 66 % de la population de la région, selon l'édition 2026 du State of Mobile Internet Connectivity de la GSMA.

À côté, le déficit d'infrastructures paraît presque secondaire : environ 110 millions de personnes, soit 9 % de la population, vivent encore hors de portée du haut débit mobile. Quant aux utilisateurs de l'Internet mobile sur leur propre appareil, ils ne représentent que 25 % de la population.

Autrement dit, l'Afrique subsaharienne couvre beaucoup plus qu'elle ne connecte.

Le phénomène est mondial, mais il atteint dans la région une ampleur sans équivalent. Sur les 3,4 milliards de personnes qui n'utilisent toujours pas l'Internet mobile dans le monde, plus de 90 % sont déjà couvertes par un réseau. Le déficit mondial de couverture est tombé à 3 % de la population, tandis que celui d'usage atteint encore 38 %.

Le Smartphone, premier verrou

Pour les opérateurs, l'équation devient plus complexe. Déployer une antenne supplémentaire ne suffit plus nécessairement à gagner un nouvel abonné Internet.

La GSMA identifie deux obstacles majeurs parmi les personnes

qui connaissent l'Internet mobile mais ne l'utilisent pas : l'accessibilité financière, particulièrement celle du terminal, et le manque de compétences numériques. Le problème du prix des téléphones est d'ailleurs plus fréquemment cité en Afrique subsaharienne que dans les autres régions.

Le niveau de revenu donne la mesure du problème. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, un téléphone d'entrée de gamme permettant d'accéder à Internet représentait, fin 2025, 44 % du revenu mensuel moyen des 20 % les plus pauvres. En Afrique subsaharienne, cette proportion atteignait 76 %. Selon la GSMA, ramener le prix d'un appareil d'entrée de gamme à 30 dollars pourrait le rendre abordable pour jusqu'à 1,6 milliard de personnes, contre environ 2,2 milliards avec un prix de 20 dollars. Mais la hausse attendue du coût de la mémoire pourrait rendre cet objectif encore plus difficile à atteindre.

Et acheter le téléphone ne règle qu'une partie de l'équation. En Afrique subsaharienne, un forfait de 20 Go équivaut à environ 14 % du revenu mensuel moyen, cinq fois la médiane des pays à revenu faible et intermédiaire. Pour les 20 % les plus pauvres, son coût approche 44 % du revenu mensuel.

Des réseaux plus rapides, mais pour qui ?

Ce décalage intervient au moment où l'industrie mondiale change déjà de génération. La 5G couvre désormais 57 % de la population mondiale, soit 4,7 milliards de personnes, après avoir gagné 690 millions de personnes supplémentaires en 2025. La 4G atteint, elle, 94 % de la population. Dans le même temps, les débits descendants ont progressé de 22 % en un an et la consommation moyenne de données est passée de 12 à 13,5 Go par connexion et par mois.

Pour l'Afrique subsaharienne, le contraste est saisissant : alors qu'une partie du marché mondial investit désormais dans la vitesse et les nouveaux usages permis par la 5G, la région doit encore résoudre l'équation économique permettant à une grande partie de sa population d'utiliser les réseaux déjà disponibles.

820 millions de clients potentiels

Pour l'industrie, ce retard représente aussi un marché considérable. Le Nigeria concentre à lui seul environ 140 millions de personnes dans ce déficit d'usage, devant l'Éthiopie avec 100 millions, la RDC avec 60 millions et la Tanzanie avec 50 millions. Le Kenya et l'Ouganda en comptent chacun environ 40 millions.

Cette réserve de croissance devient d'autant plus stratégique que l'adoption ralentit. En 2025, 160 millions de nouveaux utilisateurs ont accédé à l'Internet mobile sur leur propre appareil dans le monde, contre 190 millions un an auparavant. Une tendance qui place les marchés encore faiblement pénétrés au centre des prochains relais de croissance de l'industrie.

L'enjeu est d'ailleurs au-dessus des seuls opérateurs télécoms. Chaque nouvel utilisateur connecté est aussi un client potentiel pour le mobile money, les fintech, l'e-commerce, les plateformes numériques ou les services publics dématérialisés. Pour toute cette économie, les 820 millions d'Africains déjà à portée d'un réseau constituent donc un marché potentiel exceptionnel.

Mais entre couverture théorique et marché réellement adressable subsiste une contrainte décisive : le revenu. Les réseaux africains ont des centaines de millions de clients potentiels à portée de signal. Il reste à les mettre à portée de prix.

R.S.H.T

RÉSEAUX SOCIAUX

L'UE PROPOSE À SES CITOYENS UNE INTERDICTION AUX MOINS DE 13 ANS

La présidente de la Commission européenne a également plaidé pour la mise en place de «mini comptes» bloqués et contrôlés par leur(s) parents ou tuteur(s) pour les 13-15 ans, ce mercredi.

C'est un texte avant tout symbolique, mais qui pourrait bien changer la vie de millions de jeunes européens. Comme prévu, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a dévoilé mercredi dernier sa proposition pour limiter l'accès des réseaux sociaux et des assistants d'IA aux enfants et adolescents, afin de les protéger contre les nombreux risques associés.

Baptisée l'«EU Kids Act», elle prévoit notamment l'interdiction pure et simple des réseaux sociaux avant l'âge de 13 ans, et la mise en place de «mini comptes» bloqués et contrôlés par leur(s) parents ou tuteur(s) pour les 13-15 ans, qui ne pourront pas avoir de comptes personnels. «Chaque âge a ses propres sensibilités, et aura son propre niveau de protection approprié», a-t-elle assuré.

«Cela signifie que les enfants âgés de 13 à 15 ans ne disposeront que de mini comptes, avec des fonctionnalités restreintes et une durée d'utilisation limitée à une heure par jour. Pour les enfants âgés de 15 à 18 ans, ce sera aux plateformes de sécuriser l'accès aux mineurs», a-t-elle détaillé, insistant sur le fait que l'UE ne pouvait accepter que les enfants puissent accéder «à des fonctionnalités addictives», voire pire, «à des contenus toujours plus violents et extrêmes».

R.S.H.T

À L'APPROCHE DES PLUIES

ALGER PRÉPARE SES RÉSEAUX D'ÉVACUATION

À l'approche de la saison des pluies, la wilaya d'Alger renforce son dispositif contre les inondations. Nettoyage des avaloirs, curage des oueds et mobilisation des équipes figurent parmi les principales mesures engagées. La réussite de ce programme dépendra aussi de la coordination des services et de la vigilance des citoyens.

Par Chaïmaa Sadou

En prévision de la saison des pluies, les services de la wilaya d'Alger ont lancé dès juillet un programme destiné à préparer les réseaux d'évacuation des eaux pluviales. L'objectif principal est de limiter les risques d'engorgement et de stagnation des eaux, tout en permettant une intervention rapide en cas de fortes précipitations. Ce dispositif vise notamment les zones basses et les points sensibles, où les pluies intenses peuvent perturber la circulation.

Selon Shiraz Bouterfa, chargée de communication de la wilaya, le plan repose sur une mobilisation coordonnée des circonscriptions administratives, des communes, des directions exécutives et des établissements publics. Les interventions portent sur le nettoyage des avaloirs, des canalisations, des tunnels souterrains et des oueds. Des cellules de veille suivent les opérations et se tiennent prêtes à activer les moyens nécessaires en cas d'alerte.

Le directeur de l'établissement Asrout, Aïter Sâadounne, a indiqué que plus de 241 000 avaloirs avaient été curés entre janvier et le 30 août. Il a également fait état de l'évacuation de près de 228 000 mètres cubes de gravats durant cette même période. Les opérations se poursuivent au niveau des points sensibles recensés lors des précédentes saisons pluvieuses.

Asrout donne la priorité aux zones basses, aux cours d'eau, aux axes routiers situés à proximité et aux tunnels. Des équipes mobiles sillonnent les routes, tandis que des équipes fixes restent positionnées dans les secteurs exposés. Camions, pompes et engins spécialisés sont maintenus en état d'alerte afin de permettre un dégagement rapide en cas d'obstruction. Lorsqu'un bulletin météorologique spécial est émis, les équipes peuvent être mobilisées vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pendant toute la durée des précipitations et jusqu'à la fin de l'alerte.

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL) et la Direction de l'hydraulique participent, pour leur part, au nettoyage des tunnels et des canalisations. Cette coopération vise à préserver la capacité d'écoulement du réseau, particulièrement au moment des premières pluies orageuses, qui peuvent entraîner des boues et des déchets vers les avaloirs. L'entretien préventif réduit ainsi le risque de saturation, sans toutefois supprimer totalement les effets de précipitations exceptionnelles. M. Sâadounne a souligné que la préparation préalable et la rapidité d'intervention étaient essentielles pour limiter ce risque.

La prévention dépend aussi du comportement des habitants. Le dépôt de déchets sur la voie publique ou à proximité des avaloirs peut bloquer l'écoulement de l'eau et aggraver les ruissellements.



Ne pas jeter de débris, signaler rapidement une obstruction et respecter les consignes diffusées en période d'alerte constituent des gestes simples, mais essentiels. La protection contre les inondations repose donc sur une responsabilité partagée entre les institutions, les entreprises publiques et les citoyens.

Cette question dépasse le cadre algérois. En Tunisie, les autorités renforcent également, avant la saison des pluies, le curage des oueds, des canaux et des ouvrages hydrauliques. En 2026, un programme annuel prévoyait déjà l'entretien de plusieurs milliers de kilomètres de canaux et de cours d'eau. La gestion des eaux pluviales dépend ainsi de l'urbanisation, de l'entretien des infrastructures et de l'anticipation météorologique.

La prévention concerne aussi les conditions de vie des enfants. Une alimentation variée et équilibrée aide les écoliers à limiter la fatigue et à rester attentifs

en classe. L'Organisation mondiale de la santé souligne que les politiques de nutrition scolaire peuvent favoriser l'attention, la participation et les apprentissages des élèves. L'accès à l'eau et à des repas variés contribue ainsi au bien-être et à la réussite scolaire.

La préparation des réseaux d'évacuation à Alger traduit une volonté d'agir avant l'urgence plutôt que d'attendre les premiers dégâts. Elle ne pourra cependant être pleinement efficace que si les opérations techniques, la veille météorologique, la rapidité des secours et la participation des habitants s'inscrivent dans la durée. Face aux pluies intenses, la prévention des risques liés aux intempéries reste une œuvre collective qui protège à la fois la circulation, les habitations et la sécurité de la population.

C.S

CONTRAINTES CLIMATIQUES L'ÉLEVAGE AFRICAIN A BESOIN D'UNE MUE

Par Halim Derdar

Alors que les sécheresses se multiplient, que les pâturages se dégradent et que les pluies deviennent de plus en plus irrégulières, le continent africain possède d'ores et déjà des réponses lui permettant de rendre plus solide son élevage.

Des spécialistes et des responsables politiques, rassemblés à l'occasion du Forum africain sur les systèmes alimentaires qui se tient à Kigali, au Rwanda, ont mis en avant la nécessité, pour l'Afrique, de s'ajuster aux nouvelles contraintes du climat. Le professeur Appolinaire Djikeng, qui dirige l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), insiste sur le besoin pressant de faire évoluer les modes d'élevage du continent, pour qu'ils encaissent mieux la multiplication des chocs climatiques, sans cesser d'apporter nourriture, revenus et moyens de vivre à des millions de gens.

Selon lui, l'Afrique détient les réponses indispensables pour réinventer son élevage, mais doit encore parvenir à faire tenir ensemble rendement, solidité face au climat, remise en état des sols et alimentation assurée pour tous.

Dans un rapport paru en avril 2026, l'ILRI met notamment en évidence que les systèmes d'élevage d'Afrique centrale et de l'Ouest encaissent des pressions de plus en plus fortes, dues aux sécheresses, aux pluies irrégulières, à la chaleur excessive, à la dégradation des pâturages et au manque d'eau.

L'élevage du continent éprouvé par le climat

L'institut précise que remettre en état les terres de pâturage abîmées sera indispensable pour consolider la résistance au climat des communautés de pasteurs et d'agro-pasteurs de la zone.

« Ce qui dessine l'avenir de l'élevage africain, ce n'est pas le nombre de bêtes, mais notre apti-

tude à concevoir des systèmes plus productifs et plus solides devant le changement climatique », déclare le Pr Djikeng dans un entretien exclusif accordé à Mongabay.

De fait, l'ILRI signale que l'accélération du changement climatique pourrait diviser par deux la production de lait et de viande en Afrique, faute d'initiatives.

Sur le continent, près de 270 millions de personnes tirent directement leurs moyens de vivre de l'élevage. Dans un rapport publié en décembre 2022, l'ILRI indique que ces populations, faites surtout d'agro-éleveurs et de pasteurs, subissent la chaleur excessive, la diminution du fourrage disponible et les effets grandissants du changement climatique, en particulier dans le Sahel.

Pour répondre à ce phénomène, les ministres chargés de l'Élevage et de l'agriculture de huit pays africains (Nigeria, Ouganda, Niger, Mali, Malawi, Rwanda, Éthiopie et Botswana), accompagnés de leurs représentants, ont pris l'engagement de coopérer davantage, à l'occasion d'une table ronde tenue le 3 septembre 2026, durant ce forum.

Des solutions à mettre en œuvre

Les ministres de ces huit pays, aux côtés de Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, ancien président du Botswana, ont passé en revue les options les plus prometteuses pour accroître la productivité de l'élevage.

Parmi les voies proposées pour faire pièce à l'aggravation des sécheresses et à la dégradation des pâturages, on trouve l'amélioration génétique du cheptel, une nourriture animale mieux ajustée aux conditions climatiques, le renforcement de la santé animale, ainsi qu'une gestion durable de l'eau et des pâturages.

L'enjeu est aussi économique, le changement climatique accentuant les pressions sur les systèmes alimentaires africains.

Chaque année, l'Afrique consacre entre 70 et 100 milliards USD à l'importation de nourriture, en partie parce que sa productivité agricole reste inférieure à celle d'autres régions du monde. Parallèlement, le continent réunit près de 20 % du cheptel bovin mondial, mais ne fournit qu'environ 5 % du lait de la planète.

Cette faible productivité survient au moment où la demande en aliments d'origine animale devrait fortement grimper, alors que le changement climatique pèse déjà de plus en plus sur les systèmes d'élevage africains.

D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les aliments d'origine animale représentent déjà le groupe alimentaire le plus cher pour les populations africaines, tandis que l'accès à une alimentation saine reste particulièrement difficile. La demande pourrait augmenter de 280 % d'ici à 2050, selon les projections de l'OMS.

La professeure Lindiwe Majele Sibanda, présidente du Conseil de la Zimbabwe National University of Science and Technology (NUST), enseignante à l'Université de Pretoria et coprésidente du Food Planet Prize, considère que l'Afrique ne manque ni de potentiel ni de ressources pour développer son secteur de l'élevage.

« Ce qui nous a longtemps fait défaut, c'est notre capacité à connecter tous ces éléments, à passer à l'action et à déployer les solutions à grande échelle », affirme-t-elle dans une brève interview accordée à Mongabay.

Si le Pr Djikeng reste optimiste quant à la mise en œuvre des engagements pris par les pays africains à Kigali, la Pr Lindiwe estime, pour sa part, que la priorité doit se focaliser sur la promotion des solutions susceptibles de renforcer la résilience du secteur de l'élevage africain face aux chocs climatiques.

H.D

SANTÉ ET INNOVATIONS

L'IA AU CENTRE DES JOURNÉES D'ENDOCRINOLOGIE ET DE DIABÉTOLOGIE D'ORAN

L'intelligence artificielle (IA) et les technologies modernes ont occupé une place centrale lors des troisièmes journées d'endocrinologie et de diabétologie, initiées par la clinique Laribère du Centre Hospitalo-Universitaire (CHU) d'Oran, dont les travaux ont pris fin vendredi.

Par Tinhinane Bendahmane

Nombre de participants à cette troisième édition, accueillie par l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration (ESHRA) d'Oran, ont mis en avant l'apport de ces outils modernes dans le dépistage et le suivi des pathologies endocriniennes et du diabète, ainsi que dans l'amélioration de la prise en charge des malades.

A cet égard, Pr Soumia Faidallah, présidente de la Société algérienne d'endocrinologie et du métabolisme, et cheffe de service d'endocrinologie à l'hôpital de Bab El Oued (Alger), a déclaré que les technologies modernes, en particulier l'intelligence artificielle, "constituent une révolution technologique à l'échelle planétaire qui aide à accroître la précision des soins de santé et à proposer des plans de traitement individualisés pour chaque patient".

Les usages de l'IA dans les maladies endocriniennes sont multiples. Ils englobent l'analyse des profils hormonaux en traitant d'énormes quantités de données médicales afin de détecter les dysfonctionnements glandulaires, comme les troubles de la thyroïde, en plus de fournir des indications précises sur les doses d'insuline, l'alimentation adaptée et l'activité physique pour chaque cas, tout en aidant les médecins à évaluer les risques et à accélérer la décision thérapeutique.

La responsable a insisté sur la nécessité de renforcer la coopération et la coordination avec les différentes universités et centres de recherche algériens afin de valoriser leurs résultats scientifiques, notamment en ce qui concerne les applications de l'IA dédiées au domaine de la santé, qui sont nombreuses, selon elle.

De son côté, Pr. Souad Mahkoum, spécialiste en diabétologie, endocrinologie et maladies métaboliques, représentante de la Société algérienne nationale du diabète, a affirmé que l'intégration de l'intelligence artificielle connaît un essor considérable au niveau mondial et devrait apporter un changement majeur dans la prise en charge des patients diabétiques et l'amélioration de leur qualité de vie.

Quant au Pr. Merad Mohamed Samir, chef de l'unité d'endocrinologie au service de diabétologie et d'endocrinologie du CHU d'Oran, il a indiqué que, dans



le cadre de l'utilisation des technologies modernes, un dispositif est récemment commercialisé en pharmacie. Il s'agit de capteurs (patches) appliqués directement sur la peau et reliés à une application mobile, permettant à la personne atteinte de diabète de surveiller sa maladie 24h/24 pendant 15 jours, de recevoir des conseils en temps réel sur l'alimentation et l'activité physique, et de fournir de l'insuline au corps en remplacement des injections.

Organisée par la clinique Laribère du CHU d'Oran, cette rencontre a vu la participation de 250 spécialistes venus de tout le pays sous le slogan "Au cœur des mutations en endocrinologie, diabétologie et maladies métaboliques", avec pour objectif de partager les connaissances et les innovations récentes afin d'améliorer la qualité des soins de santé.

T.B

PRÉSERVATION DU PATRIMOINE

MOBILISATION POUR LE NETTOYAGE ET LA PRÉSERVATION DES GROTTES ET GOUFFRES DU DJURDJURA

Une opération de nettoyage et de sensibilisation dédiée à la préservation du patrimoine spéléologique et karstique du Djurdjura a été organisée vendredi sur le plateau d'Aswel, magnifique étendue de verdure perchée à 1.578 mètres d'altitude, au cœur du Parc national du Djurdjura (PND). L'événement a réuni des clubs de spéléologie de Béjaïa, Ghardaïa, Alger et Boufarik (Blida) conjointement avec les équipes du PND et la population locale, au niveau du gouffre d'Aswel dit "Anou Bouswil" et du petit gouffre d'Aswel dit "Iker n'Temda".

Cette première édition de la Journée internationale des grottes et du karst, célébrée le 13 septembre, sous le thème "Agir pour nos grottes, préserver notre karst", a regroupé des spéléologues, des pratiquants de sports de montagne, des habitants des localités riveraines et des représentants des pouvoirs publics soucieux de préserver le Djurdjura.

Au programme de cette journée : dépollution du gouffre du Petit Boussoil, ramassage des déchets aux abords du Grand Boussoil et sur le plateau d'Aswil, ainsi que le nettoyage de la cabane de la station de ski du massif de l'Akouker.

Le site d'Aswel, véritable écrin de nature et aux panoramas saisissants sur les sommets environnants,



constitue l'un des lieux emblématiques du massif, à la fois porte d'entrée vers des formations karstiques et remarquables et zone sensible où se croisent biodiversité de surface et richesses souterraines.

A l'issue de ces travaux, quatre conventions de

partenariat ont été signées entre le Parc national du Djurdjura et les associations spéléologiques impliquées, officialisant un engagement commun pour la sauvegarde, l'étude et la valorisation durable des sites karstiques du massif.

Deux conférences-débats ont également été animées dans la soirée par deux géologues venus de l'université de Bab-Ezzouar et de l'université de Tizi-Ouzou.

Les deux intervenants ont insisté sur la fragilité exceptionnelle du milieu karstique du Djurdjura, et notamment du secteur d'Aswel, richesse écologique, géologique et culturelle menacée par les déchets, les activités non réglementées et les changements environnementaux. Ils ont plaidé pour une mobilisation collective, une gestion concertée et l'implication de la population dans la protection de ce patrimoine unique.

Le Parc national du Djurdjura, réserve de biosphère reconnue par l'UNESCO, réaffirme ainsi son engagement en faveur du développement durable et de la préservation de ses écosystèmes souterrains, appelant à une prise de conscience générale de la valeur irremplaçable des grottes et des formations karstiques.

RC

FORMATION LINGUISTIQUE

24 ENSEIGNANTS BÉNÉFICIENT D'UNE FORMATION SPÉCIALISÉE EN ANGLETERRE

Vingt-quatre (24) enseignants de l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed" poursuivent actuellement une formation spécialisée en anglais au Royaume-Uni dans le cadre d'un partenariat avec l'Université de Canterbury Christ Church, a-t-on appris de cet établissement universitaire.

Dans le cadre du programme spécifique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et conformément au décret ministériel 345 du 09 mars 2026, le premier groupe d'enseignants de l'Université d'Oran 2 est actuellement à l'université britannique dans le cadre de la coopération et du partenariat académique entre les deux établissements, notamment après la signature d'une convention de

partenariat en juin dernier, selon la même source.

Cette formation vise à renforcer les compétences linguistiques des enseignants, à développer leurs compétences en communication académique et professionnelle en anglais, à soutenir leur utilisation dans les domaines de l'enseignement, de la recherche scientifique et de la publication académique, tout en profitant d'un environnement universitaire anglophone et en découvrant les pratiques académiques internationales. Cette dynamique représente également, ajoute la même source, une opportunité de renforcer les échanges et la coopération académique et scientifique, ainsi que d'élargir les horizons du partenariat avec les institutions d'enseignement supérieur inter-

nationales, contribuant ainsi à la démarche de internationalisation de l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed" et à son ouverture sur le milieu académique international. Cette initiative s'inscrit dans les efforts de l'université pour développer les compétences de ses enseignants, améliorer leurs capacités académiques et professionnelles, et renforcer sa présence dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à l'échelle internationale.

Ce programme de formation constitue également la première promotion pour l'année en cours et sera suivie de deux autres groupes dans les semaines à venir, explique-t-on de même source.

RS

ACTUALITÉS SPORTIVES

10^e FESTIVAL NATIONAL DES SPORTS ET DES LOISIRS DES TRAVAILLEURS « BAHIAAZUR »
PLUS DE 1 000 ATHLÈTES ISSUS DE 39 WILAYAS ONT RÉPONDU À L'APPEL

La commune d'Aïn El-Turk, à Oran, s'apprête à accueillir la dixième édition du festival national des sports et des loisirs des travailleurs « Bahia Azur », du 20 au 25 septembre. Plus de 1 000 athlètes venus de 39 wilayas participeront à cet événement sportif et festif, qui lance officiellement la saison 2026-2027.

Par Hamida Indja

La dixième édition du festival national des sports et des loisirs des travailleurs « Bahia Azur » aura lieu du 20 au 25 septembre dans la commune d'Aïn El-Turk, à Oran, selon une annonce faite jeudi par la Fédération algérienne du sport et du travail.

Cet événement est organisé par la Fédération algérienne du sport et du travail, sous l'égide du ministère des Sports, en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports d'Oran ainsi qu'avec la Ligue de wilaya du sport et du travail. Cette grande rencontre rassemblera plus de 1 000 athlètes, hommes et femmes, qui viendront représenter 39 wilayas du pays.

Le programme de cette dixième édition propose des compétitions dans plusieurs sports collectifs, comme le basket-ball, le handball, le volley-ball et le futsal. Il y aura aussi des concours de pétanque et d'échecs.

Le programme comprend également une randonnée pédestre ainsi que des courses de 5, 10, 20 et 40 kilomètres, qui se dérouleront entre les communes d'Aïn El-Turk et d'El-



Ançor. En marge de cet événement, un stage de formation sera mis en place pour une quarantaine d'initiateurs et d'animateurs sportifs.

Prévu pour le lancement de la nouvelle saison sportive 2026-2027, ce festival a pour objectif de valoriser et de développer les activités physiques, sportives et de loisirs dans le monde du travail, tout en encourageant la participation du plus

grand nombre de travailleurs possible.

L'événement a également pour ambition de sensibiliser les organisations syndicales et les œuvres sociales aux bienfaits du sport. Il cherche aussi à encourager les rencontres et les échanges entre des travailleurs de différents secteurs d'activité et de diverses régions du pays.

HI

FOOT / LIGUE 1 TUNISIENNE - TRANSFERTS
L'ALGÉRIEN ADAM AILET REJOINT L'ESPÉRANCE DE TUNIS

L'international algérien, Adam Ailet, ancien défenseur de l'USM Alger, s'est engagé avec l'Espérance sportive de Tunis, pensionnaire de la Ligue 1 professionnelle tunisienne de football, a annoncé samedi le club tunisois. Le joueur algérien, qui rejoint le club de la capitale tunisienne sous la forme d'un transfert libre, a paraphé un contrat de deux saisons, soit jusqu'en 2028, précise l'Espérance dans un communiqué publié sur sa page officielle sur les réseaux sociaux. L'arrivée d'Ailet s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'effectif de l'Espérance en prévision des prochaines échéances, notamment le championnat tunisien, dont le club a perdu le titre la saison dernière, ainsi que la Ligue des champions africaine, où il ambitionne de jouer les premiers rôles. Agé de 27 ans, Adam Ailet évolue au poste de défenseur central. Formé à l'USM Alger, il s'est progressivement imposé au sein de l'équipe première, avec laquelle il a disputé plusieurs compétitions nationales et continentales, notamment le championnat d'Algérie et la Coupe de la Confédération africaine. Avec le club algérois, Ailet a remporté plusieurs titres, dont deux Coupes de la Confédération africaine, deux Coupes d'Algérie et une Supercoupe d'Afrique. Le défenseur algérien a également connu une courte expérience professionnelle avec le club libyen d'Al-Ittihad la saison dernière, avant de rejoindre l'Espérance de Tunis ce samedi.

Il avait porté le maillot de la sélection algérienne des joueurs locaux lors du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) 2025. Ailet devrait ainsi succéder à son compatriote Mohamed Amine Tougaï, qui a quitté récemment l'Espérance pour rejoindre le club libyen d'Al Ahly Tripoli, avec lequel il s'est engagé pour deux saisons, après plusieurs années passées sous les couleurs du club tunisien, avec lequel il a remporté plusieurs titres.

RS

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة السكن والعمران والمدينة
MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
مديرية التجهيزات العمومية لولاية بجاية
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE BEJAIA

MISE EN DEMEURE N° 02

- ✓ Vu l'ODS de démarrage des travaux du 10/08/2023.
- ✓ Vu les délais de réalisation des travaux de deux (02) mois.
- ✓ Vu la mise en demeure N° : 01 paru dans les quotidiens **EL KORA NEWS** le 07/09/2026 et **ALGER 16** le 09/09/2026
- ✓ Vu l'absence de l'entreprise sur chantier
- ✓ vu le manque de GROUPE ELECTROGENE
- ✓ vu les travaux non achevés

L'entreprise **ETE/ ZAIDI LOUTFI** gérée par **Mr ZAIDI LOUTFI**, demeurant à 04 Rue SALHI Elkseur wilaya de Bejaia, titulaire du marché n°879/2023 du 10/08/2023 relatif à la réalisation d'un (01) college type Base 06 sis au site des 9100 LLV + 6920 LPL a la commune de Oued-ghir , wilaya de Bejaia Lot N°04: **Equipement poste transformateur, groupe électrogène, alimentation des blocs et éclairage extérieur**, vu que le chantier est toujours à l'abandon; nous vous informons que vous êtes mis en demeure pour reprendre les travaux et renforcer le chantier en moyens humains et matériels, de ramener le GROUPE ELECTROGENE et accélérer la cadence du travail pour rattraper le retard accusé dans les brefs délais ,

L'entreprise dispose de huit (08) jours à partir de la première parution dans le journal de cette dernière pour remédier à cette situation. Dépasser ce délais, des mesures coercitives seront prononcées à l'encontre de votre entreprise et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

wilaya: Médéa
Daïra: Médéa
Commune: Draa Smar
NIF : 098426545029709

Avis d'appel d'offres ouvert exigence de capacité minimale n° 50/2026

Le président de l'Assemblée populaire communale de la commune de Draa Smar lance un d'appel d'offres avec exigence des capacités minimales pour réalisation Le projet:

Suivi et contrôle , préparation, réhabilitation et pavage de divers axes routiers dans le quartier Aïn Abdelmoula (part de réalisation)

Les entrepreneurs intéressés par cette déclaration peuvent retirer le cahier des charges au près du siège de la commune pour un montant de 4 000 DA, représentant les droits de retrait des cahiers des charges .

Conditions d'éligibilité:

- Certificat de qualification et de classification Spécialisation Travaux publics ou bâtiment , activité principale, catégorie 04 et plus.
- Références professionnelles (projets similaires) justifiées par des certificats de bonne exécution pour les 03 dernières années (2022, 2023, 2024, 2025, 2026) précisant l'année et montant d'exécution du projet, dont au moins un faisant état d'un montant de 8 000 000 00 DA ou plus.
- Bilans financiers des 03 dernières années (2023, 2024, 2025) prouvés par un certificat C20

Éléments du pli de la soumission:

1 / Le dossier de candidature contient:

- Une déclaration de candidature.
- Une déclaration de probité.
- Les statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants ;

A) Capacités techniques:

- Moyens humains justifiés par les certificats Cnas, Casnos Joindre des attestations pour les cadres et techniciens, ainsi que les attestations d'abonnement ou d'affiliation
- Les moyens physiques justifiés par les cartes grises et attestations d'assurance et fiche contrôle, et en cas de location, une copie du contrat de location notarié jointe à la carte grise + attestation d'assurance + et fiche contrôle en cours de validité , Pour les équipements qui ne disposent pas de carte grise, un procès-verbal ou d'inventaire doit être établie par un huissier de Justice ou Expert pour l'année 2025 ou plus
- Bilans financiers des 03 dernières années (2023, 2024, 2025) prouvés par un certificat C20.
- Un calendrier des délais de réalisation, signé, daté et tamponné

2 / Offre technique:

- Une déclaration à souscrire.
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif.
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

3 / Offre financière:

- La lettre de soumission ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière doivent être mis dans des plis séparés et fermés, portant le nom de la société, la référence à l'appel d'offres et son objet ainsi que. Les mentions "dossier de candidature" ou "offre technique" ou "offre financière" Ces plis sont placés dans un autre pli fermé portant la mention:

A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales n° :50/2026

L'objet d'appel d'offres : Au président de l'Assemblée populaire communale de Draa Smar

- La durée de préparation des offres et leur acheminement à (15) jour
- Le séance d'ouverture des plis aura lieu le dernier jour de la période de préparation des offres à 10 :00 H
- La durée de préparation des offres est fixée par le service contractant par référence à la date de la première publication de l'avis d'appel à la concurrence, lorsqu'elle est requise, dans la presse écrite ou électronique, ou sur le portail des marchés publics ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Remarque: Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

Les contractants sont tenus par leurs offres pendant une période de (03 mois) + le période de préparation des offres à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Cette annonce est considérée comme une invitation pour les soumissionnaires assister à la séance d'ouverture des plis au siège d'APC

PROTECTION DU PATRIMOINE VESTIMENTAIRE
TRADITIONNEL ALGÉRIEN

RENFORCEMENT DE LA MOBILISATION
ET DES MÉCANISMES DE SAUVEGARDE

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a présidé une rencontre dédiée à la création de dispositifs destinés à préserver les collections privées liées au costume traditionnel algérien, détenues par les familles algériennes, considérées comme un patrimoine culturel national et comme un élément fondamental de la mémoire collective de la société algérienne, selon un communiqué du ministère.

Par Youcef Hamidi

La ministre a mis en avant « l'obligation d'ouvrir une action de sensibilisation pour faire ressortir le rôle de ces collections particulières, en raison de leur portée historique, culturelle et artistique, et comme preuves tangibles de la variété du costume traditionnel algérien ainsi que de ses spécificités selon les diverses zones du pays, tout en rassemblant les différentes parties prenantes autour de cette démarche afin de consolider la prise de conscience au sujet de la nécessité de leur préservation », précise la même source.

Mme Bendouda a aussi appelé à « intensifier le travail direct et sur le terrain mené par les institutions et organismes impliqués dans le pa-



trimoine culturel immatériel, en associant les associations et les acteurs de la société civile grâce à un échange direct avec les familles gardiennes de ces collections privées, ce qui permet de se rapprocher davantage des fondements du patrimoine vivant et de mettre en lumière les richesses de la mémoire nationale relatives au patrimoine culturel ».

Elle a, par ailleurs, appelé à « consolider la coordination entre les diverses institutions et structures

spécialisées » et à « inventorier et consigner ces collections présentant une valeur patrimoniale, à travers la mise en place de répertoires et de bases de données de référence contenant une documentation photographique et des données fiables sur les éléments constitutifs de ces collections, leurs spécificités, leurs origines et leurs régions, afin de garantir leur sauvegarde comme ressources pour la recherche, l'étude et la mise en valeur, et de les maintenir dans la

logique des actions nationales de préservation du patrimoine culturel algérien ».

A la fin de la réunion, la ministre a indiqué que la protection des collections privées du costume algérien constitue une « responsabilité partagée qui exige la convergence des efforts pour garantir la sauvegarde de cet héritage culturel en tant que composante de l'identité culturelle nationale et de la mémoire collective ».

Y.H

EDITION
OUVERTURE DE LA 3E
ÉDITION DU SALON
NATIONAL DU LIVRE
AMAZIGH

La 3e édition du Salon national du livre amazigh s'est ouverte, mercredi, à la Maison de la culture Taous-Amrouche de Bejaia, avec la participation de 14 maisons d'édition et plus de 80 auteurs en langue amazighe. Plusieurs institutions prennent part au Salon dont le Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH), le Centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement de Tamazight (CNPLT), et autres départements universitaires de langue et culture amazighes. Organisé par le Centre de recherche en langue et culture amazighe (CRLCA), le Salon se poursuivra jusqu'à samedi prochain. Plusieurs rencontres thématiques et des concours de dictée et d'écriture destinés aux enfants, seront au menu.

S'exprimant à l'ouverture de cet événement culturel, le directeur du CRLCA, Mustapha Tidjet a réaffirmé l'engagement du Centre à aider les auteurs et les éditeurs dans leur travail de promotion du livre en tamazight. Pour sa part, le représentant du HCA, Boualili Si Aissa a mis en exergue l'engagement de cette institution en faveur de la promotion de la langue amazighe et toutes ses variantes, ainsi que la valorisation de la recherche académique en langue amazighe, soulignant que le livre était "le vecteur privilégié de transmission du savoir, de la mémoire et des valeurs sociétales".

En marge du Salon, une convention a été signée, entre l'Office des publications universitaires (OPU) et le CRLCA, portant sur l'édition et la distribution d'ouvrages scientifiques et pédagogiques en langue amazighe.

Le directeur général de l'OPU, Zine Laabidine Boumelit, a indiqué que cette convention visait à "renforcer la publication d'ouvrages en langue amazighe, en vue d'enrichir la bibliothèque universitaire, ainsi que la bibliothèque électronique".

De son côté, M. Tidjet a souligné que l'OPU, en tant qu'éditeur public, "dispose des moyens nécessaires pour éditer des ouvrages scientifiques en langue amazighe et en assurer la distribution à l'échelle nationale, à des prix accessibles".

RC

SEMAINE CORÉENNE 2026
CONCOURS DE CHANT ET DE DANSE K-
POP À ALGER

Le "K-POP Festival 2026", un concours de chant et de danse organisé dans le cadre de la "Semaine coréenne à Alger" par l'ambassade de la République de Corée en Algérie, a été animé, vendredi soir, par une dizaine de candidats, dont les lauréats, Dina Sirine Khiari pour le chant et Ahlem Zerrouk pour la danse. Accueilli à la salle Ibn-Khaldoun, de l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, ce concours-spectacle s'est déroulé en présence de l'ambassadeur de la République de Corée Min Kyung Tae, ainsi que leur invitée, la jeune comédienne Ritaj Abdellah qui a brillamment campé le rôle de "Fatma" dans le feuilleton éponyme réalisé en 2025 par Djaffar Gacem. "L'engouement des jeunes Algériens pour la K-Pop est croissant", a affirmé l'ambassadeur de la République de Corée, ajoutant que de nouvelles perspectives s'ouvrent à la coopération culturelle algéro-coréenne, à travers une dynamique qui favorise le développement des échanges, notamment dans l'enseignement universitaire, la langue, la formation professionnelle et le cinéma. "La coproduction audiovisuelle, notamment autour de la série algérienne « Fatma », diffusée durant le Ramadan et qui doit représenter l'Algérie aux « Seoul International Drama Awards 2026 en Corée du Sud », ainsi que l'intégration des nouvelles technologies dans les arts figurent, entre autres pistes envisagées pour renforcer durablement les liens entre les deux pays", a indiqué le diplomate. La

coproduction de films ou de séries télévisées, a-t-il poursuivi, réunissant l'expertise coréenne en matière de narration et les paysages époustouffants de l'Algérie, du bleu éclatant de la Méditerranée à la majesté du Sahara rouge permettrait de produire des œuvres de portée mondiale susceptibles de captiver les publics du monde entier". "En associant le riche patrimoine historique et le talent artistique créatif de l'Algérie aux capacités techniques et numériques de la Corée, nous pouvons créer des exemples idéaux de respect mutuel, d'innovation et de prospérité culturelle partagée", a conclu Min Kyung Tae. La soprano-lauréate Dina Sirine Khiari, qui compte déjà à son actif quelques apparitions dans le charisme d'une cantatrice confirmée avec l'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger, a concouru aux côtés de Rania Zebdji, Lydia Issaadi et Radja Kettouche.

Pour sa part, la gagnante du concours de danse, la jeune Ahlem Zerrouk est entrée en compétition avec Hanen Soltani, l'Ensemble mixte, "Dream Zone" (neuf personnes) et la jeune Djamila Derrahi, respectivement distingués des 1er, 2e et 3e prix spécial (Popularity Awards), ainsi que le jeune Mohamed Mehadjebia. Le jury était composé, côté algérien, du chorégraphe et directeur artistique, Habib Tata et de la chanteuse et auteure, Nawel Mebarek, soutenus par les Sud-Coréennes, spécialistes en arts de la scène, Seo Alyerin et Ko Juyoung.

Les prestataires en compétition de chant ont été évalués sur,

entre autres critères, "la performance vocale, la prononciation et l'expression", alors que pour les candidats de la catégorie danse, l'appréciation s'est faite autour des aspects artistique et technique (chorégraphie, expression faciale et corporelle, ainsi que la prestance). Les lauréats de ce concours ont chanté et dansé sur des pièces musicales tirées du genre K-Pop (Korean Pop), une musique numérique, se caractérisant par une combinaison de sons électroniques issus de genres comme le hip-hop, la R&B et la dance pop, avec l'utilisation intensive de synthétiseurs et de boîtes à rythmes. Les sonorités de ce nouveau genre musical apparu en Corée du Sud à la fin des années 1990 sont souvent synthétiques et "assistées par ordinateur" (MAO), au-delà des instruments acoustiques qui peuvent également être intégrés tels que les pianos et les guitares. Prévus de septembre à novembre prochain, la "Semaine coréenne 2026" se veut un rendez-vous culturel destiné à faire découvrir au public algérien les différentes facettes de la culture coréenne. Au menu de cette semaine, la gastronomie, "K-Food experience", événement présenté le 12 septembre dernier, le "K-Pop Festival" le "Korean speaking contest" (concours d'expression orale en Coréen / 8 octobre), "conférence Corée-Algérie sur les stratégies d'avenir" (le 3 novembre) et le "K-Story Festival" qui portera sur la présentation de deux films coréens le 7 novembre prochain.

RC

EQUILIBRE DES FORCES EN AMÉRIQUE LATINE

WASHINGTON ET L'ATTAQUE DE LA SOUVERAINETÉ DU BRÉSIL

La situation politique du Brésil face aux élections présidentielles d'octobre 2026 n'est pas uniquement une bataille domestique pour le fauteuil présidentiel au Palais du Planalto, c'est l'épicentre d'une guerre géopolitique de basse intensité.

Par Pablo Jofre Leal
In mondialisation.ca, 16 septembre 2026

Une bataille qui aura une influence décisive sur l'équilibre des forces en Amérique latine et une partie importante du renforcement du Sud mondial pour les 10 prochaines années. Un échiquier politique brésilien sous un très violent siège extérieur auquel les Etats-Unis participent activement en soutenant l'extrême-droite représentée par Flavio Bolsonaro comme béliet contre la souveraineté du géant sud-américain.

Il ne s'agit pas uniquement d'une bataille électorale entre deux modèles opposés mais du déploiement d'un scénario d'intervention orchestré par Washington pour briser l'autonomie stratégique du Gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva en poussant ouvertement le clan Bolsonaro et ses agents d'extrême-droite dans le monde.

L'objectif? Recoloniser la plus importante économie d'Amérique latine et donner plus de souffle aux Gouvernements d'extrême-droite qui se sont installés sur le continent. Washington, dans politique criminelle coutumière, n'abandonne pas sa politique traditionnelle considérant l'Amérique latine comme son arrière-cour mais a l'intensifiée et a varié ses outils d'intervention grâce à ce qu'on appelle la guerre hybride.

Pour le progressisme brésilien et ses alliés étrangers, la victoire de Lula est absolument indispensable pour sauvegarder la souveraineté nationale et, en même temps, garder l'espoir de récupérer des espaces pour la gauche sur le continent et un point de référence pour le Sud mondial.

La droite brésilienne montre son visage indigne de soumission à Washington dont nous avons eu un aperçu dans le tapis rouge déroulé pour le représentant de la droite Flavio Bolsonaro reçu dans le bureau ovale pour demander la bénédiction de Trump et faire la photo tant souhaitée destinée à tenter de sauver sa candidature qui met à nu la nature de ce pacte colonial. La vanité et la mégalomanie sont amplifiées par les médias.

Washington cherche à mettre sous tutelle le prochain Gouvernement brésilien et pour cela, il a besoin de Flavio Bolsonaro. Une figure modelée à l'image et à la ressemblance des désirs de Trump. C'est pourquoi l'appareil politique, du renseignement et les médias ont conçu et poussent l'installation au pouvoir d'un candidat docile, serviable, une figure soumise aux intérêts du capital transnational et à l'hégémonie des Etats-Unis qui serve de digne de contention face aux processus d'intégration régionale et mondiale.

« Je suis venu faire exactement cette demande expresse à Trump: les Etats-Unis doivent déclarer le Commandement Vermelho et le PCC organisations terroristes brésiennes, » a dé-

claré Bolsonaro. Une demande con sidérée comme une honte et une reddition à une puissance étrangère mais qui, en réalité, n'était qu'une diversion par rapport à l'offre principale : céder les richesses du Brésil et son autonomie en tant que pays.

Grâce à cette rencontre, le sénateur de droite cherchait à stimuler sa candidature après la révélation liée à Daniel Vorcaro, un banquier emprisonné parce qu'il est soupçonné d'être derrière la plus importante fraude financière de l'histoire du pays, une chose qui a nui à son soutien dans les sondages. Trump se sert de l'extrême droite pour protéger les corrompus, ce qui témoigne de la nature morale de ce secteur politique, tant au Brésil que dans le reste de nos pays.

Terres rares en solde

La candidature de Flavio Bolsonaro et ses soutiens n'expriment pas une façon d'agir isolée. Ils personnifient les intérêts du secteur agro-alimentaire prédateur, des factions ultra-conservatrices du mouvement évangélique (christianisme sioniste étroitement lié au régime israélien) et des secteurs militaires qui souhaitent le retour d'un Etat manu militari.

Un Gouvernement de Flavio Bolsonaro allié à Washington a aussi un arrière-fond matériel: le contrôle des minerais stratégiques, en pleine guerre contre la Chine pour l'hégémonie, les Etats-Unis cherchent à résoudre leur vulnérabilité concernant ces matières stratégiques en imposant le pillage des gisements dans le monde et parmi ceux-ci ceux du Brésil.

Des porte-parole et des sénateurs proches de la ligne dure de Washington envisagent la nécessité de pousser une victoire de l'extrême-droite avec Flavio Bolsonaro car ce candidat garantit l'accès prioritaire et sans conditions des Etats-Unis aux réserves brésiennes de terres rares en sacrifiant la souveraineté industrielle et la valeur ajoutée que défend le projet populaire de Lula.

L'industrie de l'empire souhaite avoir le contrôle du néodyme et du praséodyme, éléments essentiels à la fabrication d'aimants permanents de haute puissance, destinés aux moteurs de véhicules électriques, aux éoliennes et à la robotique de pointe. Le dysprosium et le terbium permettent quant à eux de garantir la stabilité thermique des aimants dans des conditions technologiques et militaires très exigeantes. Il en va de même pour le niobium et le lithium, des minerais stratégiques dont le Brésil possède d'énormes réserves, indispensables aux alliages aérospatiaux, à la défense et au stockage d'énergie.

Les déclarations des hauts fonctionnaires étasuniens confirment sans ambage cette doctrine interventionniste. Trump en personne a l'habitude de dire que ce qu'on appelle le Sud mondial doit s'aligner à nouveau sur les priorités sécuritaires et commerciales des Etats-Unis. Il a averti BRICS, dont le Brésil fait partie, quel fait

qu'ils cherchent des monnaies alternatives ou des systèmes de paiement alternatifs constitue une attaque directe de l'économie des Etats-Unis.

Sur ses réseaux sociaux, Trump a menacé directement le Brésil en affirmant qu'il « se dirige vers un désastre économique s'il insiste pour déifier le dollar et s'associer avec nos adversaires mondiaux » et il a indiqué la Chine comme ennemi principal.

Dans une analyse intéressante, du coeur de l'empire, on signale à propos des souhaits de domination de Trump que cette stratégie « établit que les Etats-Unis doivent contrôler l'hémisphère occidental dans les domaines politique, économique, commercial et militaire, » un corollaire de Trump à la doctrine Monroe qui a aplani le terrain pour l'hégémonie de Washington jusqu'à la fin du XXème siècle avant d'être délaissée au cours des trois dernières décennies. Trump s'est quant à lui pleinement engagé à remettre à flot cette doctrine de domination.

Marco Rubio, secrétaire d'Etat et fer de lance de la politique d'asphyxie de la région, affiche clairement son hostilité envers le projet souverain brésilien en affirmant : « La présence de Lula au Gouvernement du Brésil constitue un obstacle direct aux intérêts stratégiques des Etats-Unis dans l'hémisphère occidental. » A ceci s'ajoute une menace explicite: « Nous garantirons que ces Gouvernements qui ouvrent l'exportes à l'influence de la Chine sur nos ressources stratégiques affrontent de sévères coûts économiques des diplomatiques. » Les propos de Rubio ont suscité une critique cinglante de la part de Lula : « Ce Marco Rubio est l'ennemi mortel de plusieurs pays d'Amérique latine »

Ombres sur la démocratie brésilienne

Revenons au dilemme dans lequel se débat le Brésil: un président comme Lula, une référence pour le Sud mondial capable de défier l'hégémonie étasunienne, affronte aux prochaines présidentielles Flavio Bolsonaro dont la photo avec le locataire de la Maison Blanche dans le bureau ovale synthétise non seulement l'indignité des politiques d'extrême-droite de notre continent mais aussi l'un des paradoxes de la géopolitique hémisphérique.

Tandis que le Gouvernement nord-américain durcit les droits de douane – comme l'impôt de 25% sur des milliers de produits brésiennes – sous prétexte de pratiques commerciales déloyales, le président républicain prodigue ses éloges au clan Bolsonaro, qualifiant le candidat Flavio de « jeune, intelligent, qui aime beaucoup son pays. » C'est l'ombre de la vanité, peloter l'épaule du faible. Ceci répond à une stratégie calculée d'intervention douce à la veille des élections. Le gouvernement de Lula a qualifié cette décision d'« étape regrettable », dénonçant la complicité de la famille Bolsonaro dans la punition de l'économie nationale pour

obtenir des gains électoraux. Le soutien explicite de la Maison-Blanche vise à légitimer l'extrême droite, en utilisant la pression économique comme moyen de pression pour affaiblir le Gouvernement.

Washington ne tolère pas un Brésil indépendant, souverain et à la tête de la multipolarité. Il est évident qu'en octobre prochain, deux visions s'affronteront: l'une d'un Brésil dans lequel l'extrême-droite n'est rien de plus que l'outil mercenaire prêt à hypothéquer les ressources stratégiques de son peuple pour satisfaire les dictats hégémoniques d l'empire et l'autre, celle d'un Brésil avec un dirigeant doté d'une vision de dignité » et d'espoir qui est l'exigence de continuer à avancer de façon positive comme l'indiquent les sondages électoraux eux-mêmes qui donnent au président actuel 6% à 7% d'avance.

Le danger de la vague d'extrême-droite ne concerne pas uniquement le Brésil mais toute l'Amérique latine et l'équilibre du Sud Mondial. La tentative pour liquider la souveraineté brésilienne grâce à ces pantins, à ces amoureux de l'hégémonie, cherche à réimplanter les stratégies d'intervention directe par les coups d'Etat doux en suivant le manuel du politologue Gene Sharp. Face au pillage des puissances étrangères et à la génuflexion bolsonariste, la défense du projet d'intégration, populaire et souverain dirigé par Lula devient la tranchée décisive pour la dignité de tout le continent.

Derrière cette façade d'harmonie internationale, le projet politique des Bolsonaro évolue sur un terrain miné d'incertitudes juridiques. Kleptomane cas le plus exemplaire est celui de Jair Bolsonaro, condamné à la prison pour avoir participé à une tentative de coup d'Etat. A ceci s'ajoutent des enquêtes sur des réseaux de désinformation dans lesquelles figure le conseiller argentin Fernando Cerimedo et dans lesquelles son rôle en tant qu'artisan de campagnes digitales de manipulation et de désinformation met en évidence la vulnérabilité des institutions face à l'ingérence des algorithmes. Les ramifications judiciaires démontrent que l'extrême-droite opère dans des limbes hybrides dans lesquelles l'agitation digitale compense la pourriture politique et morale de ses dirigeants. C'est l'ombre de l'intervention.

L'alliance entre les Bolsonaro et Trump montre une contradiction aussi flagrante que dangereuse: on applaudit les discours patriotiques tout en donnant son aval à des mesures qui portent atteinte à la stabilité politique, sociale et commerciale du géant sud-américain.

Avec une situation judiciaire étouffante et un réseau de propagande sous la loupe, la droite fait confiance à la validation de l'étranger pour maintenir vivante une polarisation qui menace la démocratie institutionnelle face aux élections du 4 octobre. La souveraineté du Brésil et du continent est en jeu.

Pablo Jofré Leal

ENTRE NOUS



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

ET LA PLUIE RÉVÉLA LE SECRET DU CHACAL !

« Un mensonge peut courir plus vite que la vérité... mais il ne peut jamais arriver avant elle. »

Il y a très longtemps, dans le légendaire Royaume de Wassolonka, régnait Mansakè, le Roi Lion. Au cœur de son palais se trouvait Djembé, le tambour sacré du royaume. Ce n'était pas un simple tambour. Quand Djembé résonnait, toute la vallée savait qu'un événement important allait se produire. Les anciens disaient que son son portait la mémoire des ancêtres. Mais un matin...

DJEMBÉ AVAIT DISPARU !

Le royaume entier fut plongé dans la peur. Qui avait osé voler l'objet sacré du Mansakè ? Pendant que tout le monde cherchait le coupable, Gnariba Kandjan, le chacal, gardait son secret. Car c'était lui qui avait volé Djembé. Il l'avait caché sous une bosse de terre, loin du palais. Mais pour éviter la punition, il inventa une histoire. Il alla trouver les animaux et murmura : « C'est Kônkossida la tortue. Je l'ai vue près du palais la nuit du vol. » Le mensonge se répandit comme un feu dans la savane. Un animal le racontait à deux autres. Les deux autres à dix. Et bientôt, tout Wassolonka croyait que Kônkossida était coupable. Lorsque Mansakè entendit la rumeur, il ordonna : « Faites venir Kônkossida au palais ! » La tortue arriva. Tous les regards étaient dirigés vers elle. Mais contrairement à ce que certains attendaient... Kônkossida ne cria pas. Elle ne se disputa avec personne. Elle ne chercha pas à inventer



une autre histoire. Elle dit simplement : « Mansakè, je n'ai pas volé Djembé. Mes pas sont peut-être lents, mais ma conscience est tranquille. La vérité peut marcher lentement... mais elle finit toujours par arriver. » Le silence tomba dans le palais. Pourtant, personne ne possédait encore de preuve. Kônkossida repartit donc chez elle avec une seule chose : sa vérité. Puis quelques jours plus tard... Le ciel de Wassolonka devint noir. Le tonnerre gronda. Et une pluie comme les anciens n'en avaient pas vue depuis longtemps s'abattit sur le royaume. La pluie tomba toute la nuit. Elle emporta la poussière. Elle creusa la terre. Elle révéla les secrets cachés. Au lever du soleil, des oiseaux survolèrent une petite colline. Soudain...

L'un d'eux aperçut quelque chose sous la terre. Ils descendirent. Ils grattèrent le sol. Et là...

DJEMBÉ APPARAÎT !

Le tambour sacré était là. Caché sous la terre. Mais la pluie avait également laissé apparaître des empreintes autour de la cachette. Les empreintes conduisaient directement...

À LA GROTTÉ DE GNARIBA KANDJAN ! Les gardes du roi partirent immédiatement. Lorsque le chacal les vit arriver, son sourire disparut. Il voulut encore mentir. Mais cette fois...

LES PREUVES ÉTAIENT LÀ.

Gnariba Kandjan finit par baisser la tête.

« C'est moi... J'ai volé Djembé. Et j'ai accusé Kônkossida pour éviter la punition. » Le royaume entier resta silencieux. Mansakè se leva alors de son trône et déclara : « Voilà pourquoi il ne faut jamais condamner quelqu'un simplement parce que la foule l'accuse. Une rumeur n'est pas une preuve. » Puis il regarda Kônkossida. « Aujourd'hui, ta patience a parlé plus fort que tous les mensonges. » Kônkossida répondit : « Lorsqu'on possède la vérité, on n'a pas toujours besoin de courir derrière le mensonge. Il suffit parfois d'attendre. » Ce soir-là, Djembé retrouva sa place au palais. Les griots frappèrent le tambour. BOUM... BOUM... BOUM... Son résonna dans toute la vallée. Et les anciens transmirent cette parole aux générations suivantes : « Le mensonge peut courir plus vite que la vérité, mais il ne peut jamais courir plus vite que la vérité. »

LEÇON DE VIE

Ne condamne jamais quelqu'un simplement parce que tout le monde l'accuse. Une rumeur répétée mille fois reste une rumeur. Ne juge pas sans preuve. Ne réponds pas au mensonge par un autre mensonge. Lorsque tu es innocent, garde ton calme. Car parfois, tu n'as pas besoin de parler beaucoup. Le temps, les faits et la vérité finiront par parler à ta place. Comme la pluie qui révéla Djembé sous la terre, la vérité finit toujours par révéler ce que le mensonge voulait cacher.

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestic de l'Afrique de l'Ouest, le 2 septembre 2026

LA HYÈNE ET LES SEPT MENSONGES

Il y a longtemps, dans une savane sèche où le vent portait des murmures d'histoires oubliées, vivait une hyène nommée Zuba. Zuba était intelligent, mais pas le genre d'intelligent qui a créé la confiance, il a prospéré sur les mensonges. Pour lui, la vérité était une chaîne, et les mensonges étaient des ailes. Le ventre de Zuba gronde souvent de faim, mais il détestait la chasse. Au lieu de cela, il a trompé les autres pour qu'ils lui donnent ce qu'il voulait. Un matin chaud, il décida de faire un jeu pour lui-même : il racontait sept mensonges avant le coucher du soleil, et chaque mensonge lui valait un festin. Le premier mensonge Zuba a vu un troupeau de pintades et leur a dit : « Le léopard arrive ! Cachez-vous dans mon bureau, et vous serez en sécurité. » Les oiseaux effrayés ont couru dans son bureau, et une fois à l'intérieur, Zuba a bloqué l'entrée et les a mangés pour le petit déjeuner. Le deuxième mensonge Il est allé à la rivière et a dit au crocodile : « L'hippopotame a dit que vous êtes faible et lent. » Le crocodile, furieux, a quitté la rivière pour trouver l'hippopotame. Pendant son absence, Zuba buvait librement et prenait du poisson dans les bas-fonds. Le troisième mensonge Zuba a dit aux singes : « Le fruit du baobab est maudit. Si vous le mangez, vous oublierez votre propre nom. » Les singes ont fait tomber les fruits de peur, et Zuba lui a encore rempli le ventre. Le quatrième mensonge Il a rencontré la tortue et a dit : « Le roi vous a ordonné de venir au palais immédiatement. »

Alors que la tortue commençait son long et lent voyage, Zuba a fait une descente dans son jardin de légumes frais. Le cinquième mensonge Il a dit à la gazelle : « Vos cornes sont de travers. Le roi vous punira si vous ne vous cachez pas. » La gazelle a couru dans les fourrures, et Zuba a pris le chemin qu'elle gardait droit vers un bosquet de melons doux. Le sixième mensonge Il a murmuré à la chouette : « Les chasseurs viennent vous attraper ce soir. Envole-toi loin. » Pendant que la chouette était partie, Zuba a fait une descente dans son magasin de viande séchée et de noix. Le septième mensonge Se sentant invincible, Zuba s'est approché du lion, le roi de la savane, et a dit : « Les hyènes de l'ouest complotent pour vous renverser. Ils ont même dit que tu étais trop vieux pour te battre. » Les yeux de lion sont en feu. « Et qui vous a dit ça ? » Zuba a gonflé sa poitrine. « Je l'ai entendu moi-même, mais si vous ne me croyez pas, vous pouvez me punir. » Le lion a étudié la Zuba pendant un long moment, puis a parlé. « Je te crois... mais seulement parce que c'est toi qui complotes avec tes mensonges. » Le roi rugit, et tous les animaux que Zuba avait piégés se sont manifestés, chacun racontant leur histoire. Réalisant les dégâts qu'il avait causés, Zuba a essayé de s'enfuir, mais il n'y avait pas d'ombre à cacher dans sa propre tromperie avait fait de toute la savane son ennemi Le lion



l'a banni dans le désert lointain, où personne ne pouvait entendre ses mensonges à nouveau. Leçons de morale 1. Les mensonges peuvent remplir votre ventre pendant un jour, mais ils videront votre avenir. 2. La confiance, une fois brisée, est plus difficile à regagner qu'une ombre perdue.

3. La tromperie nuit non seulement aux autres mais aussi à l'âme du menteur. Elhadj Abdourahamane Camara

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestic de l'Afrique de l'Ouest, le 2 septembre 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:08	12:42	16:15	18:52	20:10

APRÈS AVOIR DÉCROCHÉ LE TITRE DE CHAMPION DU MONDE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA HONORE L'ATHLÈTE DJAMEL SEDJATI

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a honoré, samedi au siège de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire, l'athlète Sergent-Chef Djamel Sedjati, après son sacre sur 800 mètres à l'Ultimate Championship à Budapest (Hongrie), indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a honoré, samedi au siège de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire, l'athlète Sergent-Chef Djamel Sedjati, après son sacre sur 800 mètres à l'Ultimate Championship à Budapest (Hongrie), indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire a honoré, ce matin, samedi 19 septembre 2026, au siège de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire, l'athlète Sergent-Chef Djamel

Sedjati, suite à son sacre champion du monde dans l'épreuve du 800 mètres, le 13 septembre en cours, lors du championnat du monde d'élite + ULTIMATE CHAMPIONSHIP+, tenu à



Budapest/Hongrie", précise la même source.

"Monsieur le Général d'Armée a saisi cette occasion pour transmettre, au Champion du Monde, les félicitations de

Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale pour ce résultat historique, qui vient, encore une fois, confirmer la prééminence du sport

algérien dans cette spécialité", ajoute le communiqué du MDN.

"Monsieur le Général d'Armée a également exhorté l'athlète Djamel Sedjati à redoubler d'efforts afin de décrocher les premières places lors des prochaines échéances et hisser, ainsi, haut les couleurs nationales à l'occasion des différentes compétitions sportives internationales", relève la même source.

"De son côté, le champion du monde, Djamel Sedjati a exprimé sa fierté et sa reconnaissance quant au soutien qui lui a été apporté personnellement,

par le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire, ainsi qu'au sport militaire en général, ce soutien qui a contribué, de manière significative, dans la réalisation de cet exploit remarquable, tout en réitérant, par la même, sa détermination à poursuivre le travail avec rigueur et persévérance afin de réaliser de nouveaux succès à l'avenir", conclut le MDN.

RA

L'AMBASSADE D'ESPAGNE À RABAT EN A INFORMÉ LE GOUVERNEMENT DE SON PAYS

UNE NOUVELLE TENTATIVE DE MIGRATION CLANDESTINE DU MAROC VERS CEUTA SE PRÉPARE

L'ambassade d'Espagne à Rabat a informé le gouvernement de son pays de la circulation de messages sur les réseaux sociaux appelant à une nouvelle tentative d'entrée collective clandestine dans la ville de Ceuta, mercredi prochain, date de la tenue des élections législatives au Maroc, rapporte un média espagnol.

Le quotidien "El Confidencial" citant des sources de la présidence du gouvernement espagnol, a indiqué que le service intérieur de l'ambassade avait repéré des publications incitant des citoyens marocains à franchir la frontière vers Ceuta, en profitant, selon le contenu de ces messages, d'un éventuel "accaparement" des forces de sécurité marocaines par la sécurisation des élections.

Selon la même source, le gouvernement espagnol a été informé de ces éléments jeudi, certaines publications présentant le jour du scrutin comme une "occasion exceptionnelle" de tenter de contourner les mesures de sécurité renforcées par les autorités marocaines depuis la vague d'entrées collectives enregistrée à Ceuta les 30 et 31 juillet



dernier.

Selon les rapports, certaines des invitations diffusées concernent à la fois Ceuta et Melilla, mais la majorité d'entre elles se concentrent sur Ceuta.

Le service intérieur de l'ambassade a également mis en garde contre une possible augmentation du volume de ces pu-

blications à l'approche du 23 septembre.

Ces informations interviennent après la diffusion, sur les réseaux sociaux, de précédents appels similaires, notamment des publications appelant, au mois d'août, à une nouvelle tentative de franchissement de la frontière vers Ceuta.

Le gouvernement espagnol avait pu-

blié récemment 40 documents, rapports et correspondances relatifs à l'invasion inédite de Ceuta fin juillet dernier, émanant notamment du Centre national de renseignement (CNI), de la Garde civile, de la Police nationale et du Centre de renseignement des forces armées (CIFAS). Ces documents retracent la chronologie des informations disponibles avant l'afflux massif de migrants les 30 et 31 juillet derniers, au cours duquel plus de 70.000 personnes auraient tenté de rejoindre Ceuta. Selon un document du CNI, les services espagnols avaient alerté, le 29 juillet, les deux services de renseignement marocains DGST et DGED sur des appels à une traversée vers Ceuta par voie terrestre et maritime le lendemain.

Dans les premières heures du 30 juillet, les services espagnols ont constaté que les autorités marocaines n'avaient pas pris de mesures pour contenir la situation, alors que des centaines de personnes avaient déjà tenté de rejoindre Ceuta à la nage durant la nuit précédente.

RI

POUR UNE HISTOIRE DE CORRUPTION AU SEIN DE SON AMBASSADE AUX EMIRATS

LA BULGARIE RAPPELLE SON AMBASSADEUR

L'ambassadeur de Bulgarie aux Emirats a été rappelé d'urgence à Sofia pour corruption, à la demande du Premier ministre, a annoncé le ministère bulgare des Affaires étrangères.

Cette décision intervient après les révélations d'une enquête anticorruption menée par le gouvernement bulgare.

"J'attends le retour" du diplomate "le plus rapidement possible", avait exhorté vendredi le Premier ministre Roumen Radev, devant la presse à Sofia.

L'agence de presse bulgare (BTA), qui cite le ministère, rapporte que "conformément à la procédure établie, les chefs de mission diplomatique sont relevés de leurs fonctions par décret du Président de la République de Bulgarie, sur proposition du Conseil des mi-

nistres. Le ministère des Affaires étrangères prendra les mesures nécessaires pour soumettre la question à l'examen du Conseil des ministres".

La ministre des Affaires étrangères, Velislava Petrova, a également ordonné une inspection des activités de l'ambassade de Bulgarie aux Emirats arabes unis.

Selon le ministre de l'Intérieur, Ivan Demerdzhiev, l'enquête a révélé qu'une entreprise écran, appartenant au père de l'ambassadeur aux Emirats, avait servi à financer 36 vols en jet privé (pour un montant de plus de 5 millions de dollars) au profit d'un député bulgare, Delyan Peevski, qui fait l'objet de sanctions américaines et britanniques pour corruption.

Cette société appartenant à Ivan Yordanov, le père

de l'ambassadeur, a reçu des fonds de quatre entreprises ayant remporté des marchés publics pour la fourniture et la pose de glissières de sécurité routières.

Des contrats de plus de 400 millions d'euros ont, par la suite, fait l'objet d'une hausse de plus de 150 millions d'euros.

Depuis sa prise de fonction, le Premier ministre Roumen Radev s'est engagé à lutter contre la corruption, en faisant de ce combat son cheval de bataille.

Les Emirats sont devenus un important refuge pour les capitaux suspects et le blanchiment d'argent, leur nom étant souvent associé aux flux financiers douteux à l'échelle internationale.

RI